

Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/3

Octobre 2011

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés réglementaires

Octobre 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre le nettoyage du tunnel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **13 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.

l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

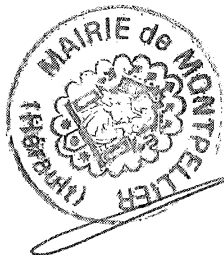
Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la PPP.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011
Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 07 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Père Fabre et Rue de Metz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un repas de quartier à la demande de l'association Figues & Roll ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 octobre 2011**, la Rue du Père Fabre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- la déviation des véhicules se fera par la Rue Haguenot ;
- le stationnement est interdit ;
- ces dispositions sont applicables de 9h à 24h

Article 2 :

Le **22 octobre 2011**, la Rue de Metz est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- la déviation des véhicules se fera par la Rue Pierre Fermaud, la Rue des Cigales, la Rue du Printemps et la Rue Tour Gayraud ;
- le stationnement est interdit ;
- ces dispositions sont applicables de 9h à 24h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service protocole.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

06 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Levat

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation du réseau de gaz à la demande de TAM et GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 octobre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2011 inclus, Rue Levat, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du 10 octobre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2011 inclus, Rue Levat, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **31 octobre 2011** inclus, Rue Levat, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 6 :

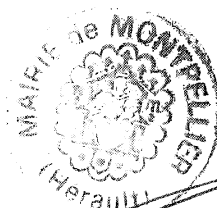
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 06 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Massilian

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Massilian

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Barralerie, emprunte :

- la Rue du Palais des Guilhem
- et se termine sur la Rue de la Préfecture.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
BEC

Article 5 :

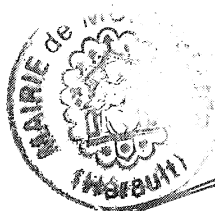
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

06 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Montgolfier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 octobre 2011 et jusqu'au 21 octobre 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Montgolfier

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Foch, emprunte :

- la Rue de la Barralerie
- et se termine sur la Rue du Palais des Guilhem.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
BEC

Article 5 :

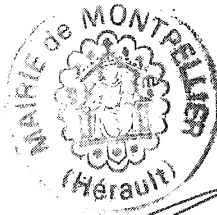
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 06 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6297

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Plan de l'Olivier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Plan de l'Olivier dans sa partie comprise entre la Rue Claude Serres et la Rue de la Verrerie Basse

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Claude Serres, emprunte :

- la Rue Sainte Ursule

et se termine sur la Rue de la Verrerie Basse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
BEC

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 06 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Georges Clémenceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de démolition d'un mur à la demande de TPM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 05 octobre 2011 et jusqu'au 04 novembre 2011 inclus, Avenue Georges Clémenceau au droit du numéro 43 entre le numéro 41 et le numéro 45, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 8h à 18h.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

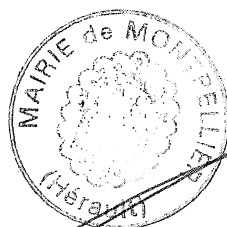
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 3 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : - 6 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6300

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Lavérune

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de conduite, à la demande de France télécom. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la Route de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue du Père Cyprien Rome et la Rue des Capriers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SLA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

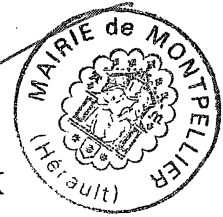
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 03 octobre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le :

6 OCT. 2011



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0839

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 04 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur MALAVIALLE Jean-Yves

demeurant à : 8 RUE ARNAUD DE VILLENEUVE

34090 MONTPELLIER

pour : REHAUSSEMENT DE LA CLOTURE
EXISTANTE/OUVERTURE D'UN PORTAIL
8 rue Arnaud de Villeneuve

A ETE AFFICHE DU : 10 OCT. 2011 AU : 12 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 13 DEC 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0796

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 04 OCT. 2011

dossier déposé par : ABL IMMOBILIER/M. COSTE François

demeurant à : 10 RUE CHARLES AMANS

34000 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADE
4 rue de la Cavalerie

A ETE AFFICHE DU : 10 OCT. 2011 AU : 12 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 09 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0822

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 04 OCT. 2011

dossier déposé par : CCAS DE MONTPELLIER/MME FOURTEAU Christiane

demeurant à : 125 PLACE THERMIDOR
B.P. 9511

34045 MONTPELLIER

pour : CLIMATISATION
47 rue Tour Gayraud

A ETE AFFICHE DU : 10 OCT. 2011 AU : 12 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 08 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre le nettoyage du tunnel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **17 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.

l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

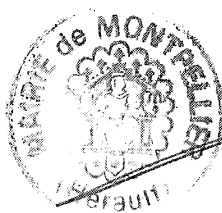
Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la PPP.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 4 octobre 2011
Madame le Maire**




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Bastion Ventadour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la P.P.P ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 novembre 2011** et jusqu'au **16 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Bastion Ventadour
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place d'Olympie, emprunte :

- la Rue des Pertuisanes

et se termine sur le Boulevard d'Antigone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

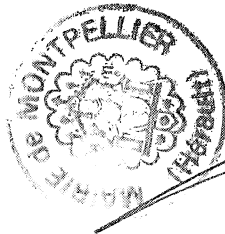
Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la P.P.P.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 octobre 2011
Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel du Corum

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la P.P.P ;

Arrête :

Article 1er :

Le **15 novembre 2011**, la circulation est interdite Tunnel du Corum
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 06h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg de Nîmes, emprunte :

- le Tunnel du Corum
- et se termine sur la Place du Onze Novembre.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

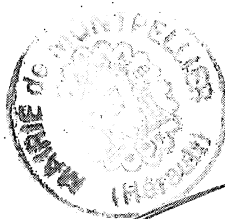
Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la P.P.P.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 octobre 2011
Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 10 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6301

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Saint Firmin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un repas de quartier ;

Arrête :

Article 1er :

Le 07 octobre 2011 à partir de 17h, la circulation est interdite Rue Saint Firmin

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Guilhem, emprunte :

- la Rue Sainte Anne

et se termine sur la Rue du Petit Scel.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association ACAR.

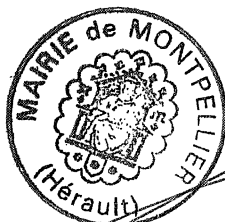
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 octobre 2011
Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : - 6 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Chaptal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de marquage au sol à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, Rue Chaptal dans sa partie comprise entre la Rue Toiras et la Rue des Pins, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Aximum.

Article 4 :

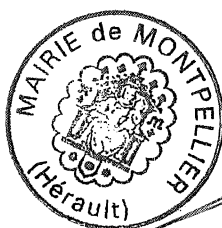
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : - 6 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du lundi 3 octobre 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. DOS SANTOS CALDERON Georges, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Branchement linéaire.

Localisation : Route de Mende.

Linéaire : 210 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mardi 4 octobre 2011



**Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint Délégué,**

Philippe THINES

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be "Philippe THINES", written over the printed name.

Publié le :

Notifié le :

71 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Samuel Morse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'installation d'une grue à la demande de l'entreprise Asten ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 octobre 2011** et jusqu'au **30 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Samuel Morse dans sa partie comprise entre l'entrée de l'espace Robert Capdeville et la Rue Georges Méliès.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Samuel Morse, emprunte :

- la Rue Samuel Morse après un demi tour sur le giratoire.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Asten.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 4 octobre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

6 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Place Ernest Granier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6203 du 27 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prolonger les délais pour mener à bien les travaux d'enrobés ;

Arrête :

Article 1er :

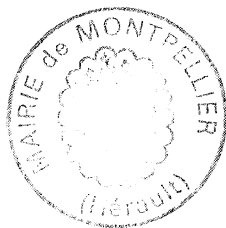
A compter du 05 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6203 du 27 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 13 octobre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 4 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

6 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Métairie de l'Oiseau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6217 du 27 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT le report dans la programmation du chantier ;

Arrête :

Article 1er :

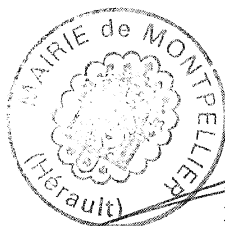
À compter du 07 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6217 du 27 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 21 octobre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 04 Octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

7 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6315

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Raimon de Trencavel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5972 du 22 août 2011 ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau, à la demande de ERDF ;

Arrête :

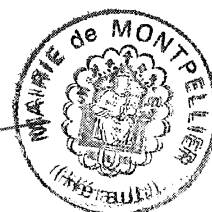
Article 1er :

À compter du 08 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5972 du 22 août 2011 sont prorogées jusqu'au 21 octobre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 Octobre 2011
Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES



1107 130 01

Publié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6317

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Mas de Lemasson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6190 du 22 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement du réseau d'eaux usées, à la demande du service C.A.M (AGGLO ;

Arrête :

Article 1er :

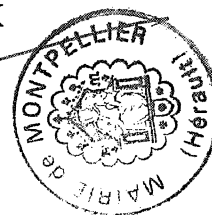
À compter du 14 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6190 du 22 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 28 octobre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 Octobre 2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le :

11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6310

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel du Corum

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'inspection des ouvrages à la demande de la T.A.M.

Arrête :

Article 1er :

Le **31 octobre 2011**, la circulation est interdite Tunnel du Corum.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg de Nîmes et se termine sur la Place du Onze Novembre.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

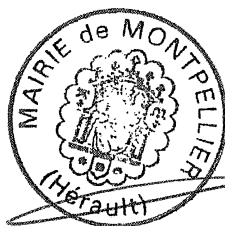
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la T.A.M.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6309

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie

Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du 20 octobre 2011 et jusqu'au 21 octobre 2011 inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

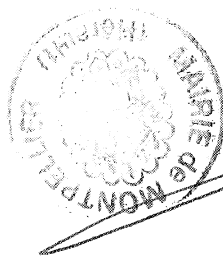
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la R.T.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 10 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6311

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Allée de la Citadelle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'inspection des ouvrages à la demande de la T.A.M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, l'Allée de la Citadelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la T.A.M.

Article 4 :

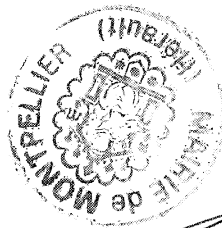
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

10 OCT. 2011

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue des Bengalis**

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T6313

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6132 du 15 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux de renouvellement des branchements plomb ne sont pas terminés.

Arrête :

Article 1er :

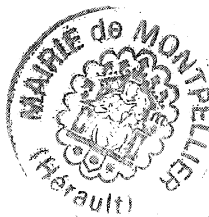
À compter du 07 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6132 du 15 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 21 octobre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 5 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 07 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Professeur Henri Roseau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de conduite à la demande de France Télécom. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la Rue Professeur Henri Roseau dans sa partie comprise entre l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et la Rue de Cadix est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom.

Article 4 :

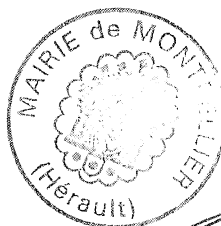
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 05 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 27 OCT. 2011

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 20M/3305/NT/R

Attribution d'un véhicule de service avec remisage à domicile pour Madame CHABBERT Geneviève.

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code des Communes livre IV ;
- VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du 19 décembre 2002 relative aux conditions d'attribution aux agents des véhicules municipaux et plus particulièrement l'annexe II relative aux véhicules de service avec remisage au domicile, complétée par la délibération du 15 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté en date du 22 novembre 2011 accordant à Monsieur Max LEVITA, la délégation de signature pour les actes relatifs aux Ressources Humaines pour la période du 21 novembre 2011 au 19 décembre 2011
- VU l'avis émis par le responsable hiérarchique ;

ARRETE :

Article 1 : A compter du 1^{er} octobre 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011, un véhicule de service est attribué à Madame CHABBERT Geneviève .

Article 2 : Du fait de l'exercice particulier de ses fonctions, Madame CHABBERT Geneviève est autorisé(e) à remiser ce véhicule à son domicile.

Article 3 : La présente autorisation cessera de plein droit en cas de cessation d'exercice des fonctions sus mentionnées de Madame CHABBERT Geneviève avant l'échéance de la présente attribution.

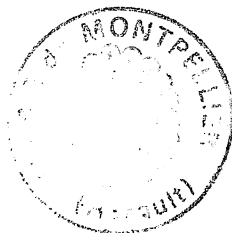
Article 4 : La présente attribution de véhicule ou le droit au remisage à domicile pourront être retirés expressément en cas d'évènement susceptible de le justifier.

Article 5 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Max LEVITA



Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

**Attribution d'un véhicule de service avec remisage a
domicile pour Madame ROUSSEL Françoise**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code des Communes livre IV ;
- VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du 19 décembre 2002 relative aux conditions d'attribution aux agents des véhicules municipaux et plus particulièrement l'annexe II relative aux véhicules de service avec remisage au domicile, complétée par la délibération du 15 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté en date du 22 novembre 2011 accordant à Monsieur Max LEVITA, la délégation de signature pour les actes relatifs aux Ressources Humaines pour la période du 21 novembre 2011 au 19 décembre 2011
- VU l'avis émis par le responsable hiérarchique ;

ARRETE :

Article 1 : A compter du 1^{er} octobre 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011, un véhicule de service est attribué à Madame ROUSSEL Françoise .

Article 2 : Du fait de l'exercice particulier de ses fonctions, Madame ROUSSEL Françoise est autorisé(e) à remiser ce véhicule à son domicile.

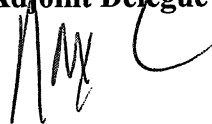
Article 3 : La présente autorisation cessera de plein droit en cas de cessation d'exercice des fonctions sus mentionnées de Madame ROUSSEL Françoise avant l'échéance de la présente attribution.

Article 4 : La présente attribution de véhicule ou le droit au remisage à domicile pourront être retirés expressément en cas d'évènement susceptible de le justifier.

Article 5 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

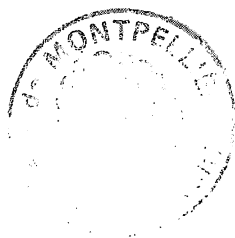
Montpellier, le 6 octobre 2011

**Pour Madame le Maire,
L'Adjoint Délégué**



Max LEVITA

**Publié le :
Notifié le :**





Direction des Ressources
Humaines
Carrières et Rémunérations

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°. 2011/3306/NT/R

Personnel Municipal



Madame CONTE Christiane
Direction Jeunesse Sports Emploi et Logement
Service Jeunesse
Attaché principal



**ATTRIBUTION D'UN VEHICULE DE SERVICE
AVEC REMISAGE A DOMICILE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code des Communes livre IV ;
- VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du 19 décembre 2002 relative aux conditions d'attribution aux agents des véhicules municipaux et plus particulièrement l'annexe II relative aux véhicules de service avec remisage au domicile, complétée par la délibération du 15 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté en date du 22 novembre 2011 accordant à Monsieur Max LEVITA, la délégation de signature pour les actes relatifs aux Ressources Humaines pour la période du 21 novembre 2011 au 19 décembre 2011
- VU l'avis émis par le responsable hiérarchique ;

ARRETE :

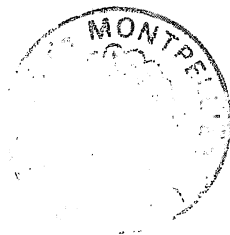
Article 1 : A compter du 1^{er} octobre 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011, un véhicule de service est attribué à Madame CONTE Christiane .

Article 2 : Du fait de l'exercice particulier de ses fonctions, Madame CONTE Christiane est autorisé(e) à remiser ce véhicule à son domicile.

Article 3 : La présente autorisation cessera de plein droit en cas de cessation d'exercice des fonctions sus mentionnées de Madame CONTE Christiane avant l'échéance de la présente attribution.

Article 4 : La présente attribution de véhicule ou le droit au remisage à domicile pourront être retirés expressément en cas d'évènement susceptible de le justifier.

Article 5 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.



Montpellier, le 6 octobre 2011

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Max LEVITA

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6319

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de tranchées, à la demande de **GRDF** ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **02 novembre 2011** inclus, de **9h00 à 16h00**, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Rue Guillaume Janvier et la Rue du Mas de Lemasson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de E.I.A/T.P.

Article 4 :

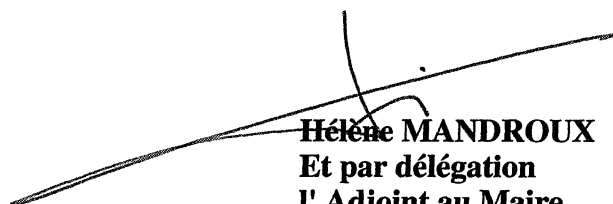
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 Octobre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Professeur Jean-Louis Viala

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'enrobés à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 7h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

- Le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 7h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Ernest Hemingway, emprunte :

- l'Avenue Aglaé Adanson

• la Rue de Malbosc
et se termine sur l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM

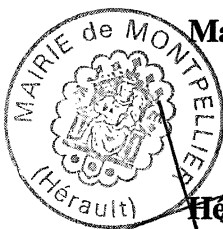
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 octobre 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de divers travaux de voirie, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 octobre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et la Rue Guillaume Janvier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise **CREGUT**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

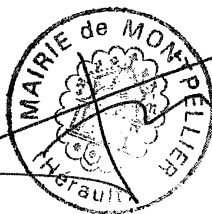
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 Octobre 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 11 OCT. 2011



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6326

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de Bionne,
Avenue de la Liberté,
Avenue de la Recambale
et Avenue de Vanières**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison d'un audit des DRR à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, l'Avenue de la Recambale est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, l'Avenue de Vanières est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, l'Avenue de la Liberté est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la Rue de Bionne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

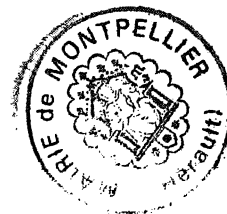
Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le :

11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6323

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Bourrely

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose de câbles en aérien à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

Le **02 novembre 2011**, Rue Bourrely dans sa partie comprise entre l'Avenue Georges Clémenceau et la Rue Chaptal quatre places de stationnement face au numéro quatre, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

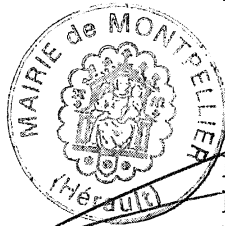
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Fès

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur de raccordement sur le réseau à la demande de GRDF.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **11 novembre 2011** inclus, l'Avenue de Fès dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et la Rue Jacques Lafont est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 18h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TPSM.

Article 4 :

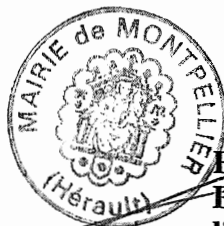
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Farges

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation d'une conduite à la demande de F.T ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **02 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Farges dans sa partie comprise entre la Rue des Aiguerelles et la Rue Henri René.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Farges, emprunte :

- la Rue des Aiguerelles
- la Rue Général Riu

et se termine sur la Rue Henri René.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 06 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Michelet et Avenue des Etats du Languedoc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de visite d'ouvrages d'art à la demande des Services Techniques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Avenue des Etats du Languedoc dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Rue Michelet.

Article 2 :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, Rue Michelet, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 3 :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue des Etats du Languedoc dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Rue Michelet.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

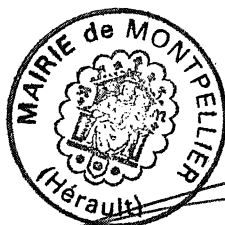
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AMTP

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 10 OCT. 2011

Délégations de signature
Département du Cabinet du Maire
Abroge et remplace l'arrêté n° 2011/1973/T/R

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu l'article L 2122-19 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier et les avis du comité technique paritaire ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2010/390 modifiant la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation au Maire ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Article 1.1 : Dans le cadre de l'organisation des services de la Ville de Montpellier, le Département du Cabinet du Maire est composé de :

- La Direction des Relations Internationales
- La Direction du Protocole
- La Direction de la Communication

Article 1.2 : Monsieur Gilles BOULET, Directeur de cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 193 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement de monsieur Gilles BOULET, Directeur de Cabinet, la délégation qui lui est consentie sera exercée par monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur adjoint de cabinet et monsieur Yann LABAT Chef de cabinet.

Article 1.3 : Monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur adjoint de cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département du cabinet du Maire :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement la délégation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Yann LABAT, Chef de cabinet.

Article 1.4 :

Monsieur Yann LABAT, Chef de cabinet, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour le département du cabinet du Maire :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matières de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur adjoint du Cabinet.

Article 2 :

Monsieur Luc PUSAIS-HEE, Directeur Adjoint du Protocole, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la Direction du Protocole :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matières de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 3 :

Monsieur Benoît SABATHIER, Directeur de la communication, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matières de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation,

exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.

- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Monsieur Benoit SABATHIER, Directeur de la communication, reçoit délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence et d'empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée par Madame Marie-France PAULIN, Directrice adjointe de la Communication.

Au sein de la Direction de la Communication, Madame Anne-Marie MAS, Attachée principale territoriale, reçoit délégation de signature pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 4 :

Madame Carine BOUGNAGUE, Directrice des relations internationales, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matières de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement, la délégation qui lui est consentie pour la signature de l'ensemble des réponses aux demandes des usagers, ainsi que pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement, sera exercée par Madame Corinne CANAYER, Directrice adjointe des Relations Internationales.

Article 5 :

Le présent arrêté abroge les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Madame le Maire,


Hélène MANDROUX



**Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire
Déléguée à la présidence de la Commission d'Appel
d'Offres du 11 octobre 2011.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'article 22 du Code des Marchés Publics ;

Arrête :

Madame Eva BECCARIA, Adjointe au Maire, reçoit délégation pour représenter Madame le Maire à la Présidence de la Commission d'Appel d'Offres, en l'absence de Monsieur Serge FLEURENCE, Adjoint délégué, le mardi 11 octobre 2011.

Article 1er :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 octobre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publié le :

Notifié le :



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° PC 34172 11 V0263

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 07 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur et Madame MOKHTAR SEDDIK Said et Nadia

demeurant à : 14 RUE DES COLVERTS

34000 MONTPELLIER

pour : DEMOLITION PARTIELLE / EXTENSION D'UNE MAISON
INDIVIDUELLE / CONSTRUCTION D'UNE MAISON
14 rue des Colverts

A ETE AFFICHE DU : 10 OCT. 2011 AU : 12 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 13 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0490

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 07 OCT. 2011

dossier déposé par : PAGO MENO / M. BEAUMONT Daniel

demeurant à : 220 PLACE DES TRITONS
AVENUE DE L'EUROPE R_c LE REYMAR

34280 LA GRANDE MOTTE

pour : CREATION D'UN KIOSQUE POUR LA VENTE DE GLACES
STRUCTURE ACIER ET ALU
allée Ulysse

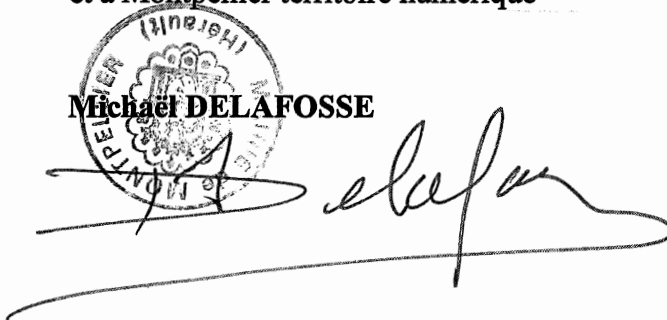
A ETE AFFICHE DU : 10 OCT. 2011 AU : 12 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 13 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0844

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **07 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur GERVY Didier

demeurant à : RUE JEAN BAPTISTE CHARCOT

34740 VENDARGUES

pour : CHANGEMENT DE DESTINATION D'UN LOCAL
EN STUDIO D'HABITATION
6 rue du Saint Sepulcre

A ETE AFFICHE DU : **10 OCT. 2011** AU : **12 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **13 DEC. 2011**
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique


Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0906

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 07 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame MARTINEZ Monique

demeurant à : 1 ALLEE BOSSERVILLE

34000 MONTPELLIER

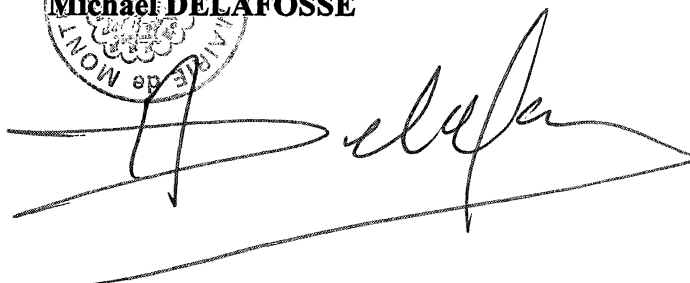
pour : AGRANDISSEMENT PORTE DE GARAGE
1 allée Bosserville

A ETE AFFICHE DU : 10 OCT. 2011 AU : 12 DEC. 2011 sur le panneau d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 13 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0882

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **07 OCT. 2011**
dossier déposé par : Madame ERIMIAN Charlène

demeurant à : 870 AV. A. EINSTEIN

34000 MONTPELLIER

pour : INSTALLATION D'UN COMPTEUR EDF/POSE DE
FENETRES DE TOIT

870 avenue Albert Einstein

A ETE AFFICHE DU : **10 OCT. 2011** AU : **12 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

13 DEC. 2011
Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



Personnel Municipal

**Monsieur LAPEYRONIE Bruno
Direction Jeunesse Sports Emploi et Logement
Conseiller APS principal 2ème classe**



**ATTRIBUTION D'UN VEHICULE DE SERVICE
AVEC REMISAGE A DOMICILE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code des Communes livre IV ;
- VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du 19 décembre 2002 relative aux conditions d'attribution aux agents des véhicules municipaux et plus particulièrement l'annexe II relative aux véhicules de service avec remisage au domicile, complétée par la délibération du 15 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté en date du 22 novembre 2011 accordant à Monsieur Max LEVITA, la délégation de signature pour les actes relatifs aux Ressources Humaines pour la période du 21 novembre 2011 au 19 décembre 2011
-
- VU l'avis émis par le responsable hiérarchique ;

ARRETE :

Article 1 : A compter du 1^{er} octobre 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011, un véhicule de service est attribué à Monsieur LAPEYRONIE Bruno .

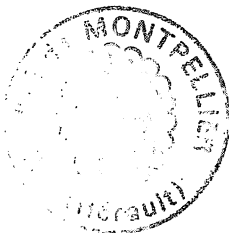
Article 2 : Du fait de l'exercice particulier de ses fonctions, Monsieur LAPEYRONIE Bruno est autorisé(e) à remiser ce véhicule à son domicile.

Article 3 : La présente autorisation cessera de plein droit en cas de cessation d'exercice des fonctions sus mentionnées de Monsieur LAPEYRONIE Bruno avant l'échéance de la présente attribution.

Article 4 : La présente attribution de véhicule ou le droit au remisage à domicile pourront être retirés expressément en cas d'évènement susceptible de le justifier.

Article 5 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 octobre 2011



Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Max LEVITA

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Personnel Municipal ☐
Monsieur GUILLERMO Emmanuel
Direction Jeunesse Sports Emploi et Logement

Attaché principal
☐
**ATTRIBUTION D'UN VEHICULE DE SERVICE
AVEC REMISAGE A DOMICILE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code des Communes livre IV ;
- VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération du 19 décembre 2002 relative aux conditions d'attribution aux agents des véhicules municipaux et plus particulièrement l'annexe II relative aux véhicules de service avec remisage au domicile, complétée par la délibération du 15 décembre 2006 ;
- VU l'arrêté en date du 22 novembre 2011 accordant à Monsieur Max LEVITA, la délégation de signature pour les actes relatifs aux Ressources Humaines pour la période du 21 novembre 2011 au 19 décembre 2011
- VU l'avis émis par le responsable hiérarchique ;

ARRETE :

Article 1 : A compter du 1^{er} octobre 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011, un véhicule de service est attribué à Monsieur GUILLERMO Emmanuel .

Article 2 : Du fait de l'exercice particulier de ses fonctions, Monsieur GUILLERMO Emmanuel est autorisé(e) à remiser ce véhicule à son domicile.

Article 3 : La présente autorisation cessera de plein droit en cas de cessation d'exercice des fonctions sus mentionnées de Monsieur GUILLERMO Emmanuel avant l'échéance de la présente attribution.

Article 4 : La présente attribution de véhicule ou le droit au remisage à domicile pourront être retirés expressément en cas d'évènement susceptible de le justifier.

Article 5 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué



Max LEVITA

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de débroussaillage à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Avenue de la Liberté ;
- la Rue d'Ajaccio ;
- l'Impasse du Buffet d'Eau ;
- l'Avenue du Comté de Nice ;
- la Rue de Corse ;
- l'Avenue de l'Europe ;
- la Rue de Marseille ;
- l'Avenue de Rome ;
- la Rue de Sicile ;
- la Rue des Grèzes ;
- sur la Route de Lavérune ;
- la Rue du Pont de Lavérune ;
- l'Avenue de la Recambale.

Article 2 :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la voie de droite est interdite à la circulation générale sur :

- l'Avenue de la Liberté ;
- l'Avenue de la Recambale ;
- l'Avenue de l'Europe ;
- l'Avenue de Rome ;
- l'Avenue du Comté de Nice ;
- l'Impasse du Buffet d'Eau ;
- sur la Route de Lavérune ;
- la Rue d'Ajaccio ;
- la Rue de Corse ;
- la Rue de Marseille ;
- la Rue de Sicile ;
- la Rue des Grèzes ;
- la Rue du Pont de Lavérune.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 3 :

À compter du **10 octobre 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- l'Avenue de la Liberté ;
- l'Avenue de la Recambale ;
- l'Avenue de l'Europe ;
- l'Avenue de Rome ;
- l'Avenue du Comté de Nice ;
- l'Impasse du Buffet d'Eau ;
- sur la Route de Lavérune ;
- la Rue d'Ajaccio ;
- la Rue de Corse ;
- la Rue de Marseille ;
- la Rue de Sicile ;
- la Rue des Grèzes ;
- la Rue du Pont de Lavérune.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de BRL

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

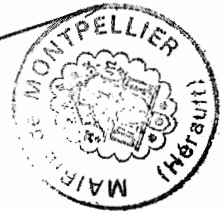
Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 11 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue Jean Mermoz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de manutention à la demande de l'hotel Mercure ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 octobre 2011**, Avenue Jean Mermoz au n° 1130 sur 4 places, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Martin et Fils

Article 4 :

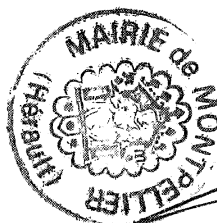
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T6331

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6177 du **21 septembre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

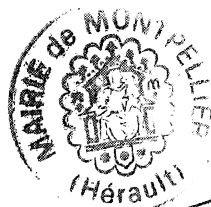
À compter du **16 octobre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6177 du **21 septembre 2011** sont prorogées jusqu'au **24 octobre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6332

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Georges Denizot, Rue Jean Grandel et Rue de Puech Villa

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de contrôle du dispositif de retenue à la demande du Service Voirie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, Rue de Puech Villa, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, Rue Jean Grandel, la circulation des véhicules est alternée par feux.

Article 3 :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, Rue Georges Denizot, la circulation des véhicules est alternée par feux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA.

Article 6 :

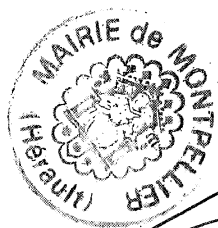
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6333

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Roqueturière

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau GRDF à la demande de GRDF AGNRC

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 octobre 2011** et jusqu'au **14 octobre 2011** inclus, la Rue de la Roqueturière au n°1095 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF AGNRC.

Article 4 :

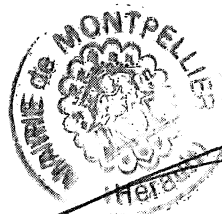
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Professeur Jean-Louis Viala

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de chaussée à la demande de la SERM.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 octobre 2011** et jusqu'au **15 octobre 2011** inclus, l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 6h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA.

Article 4 :

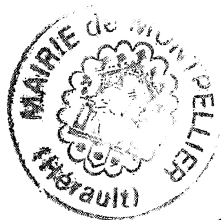
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 10 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Alger

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011T6180 du 21 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

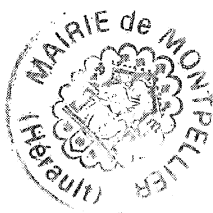
À compter du 01 novembre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011T6180 du 21 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 15 novembre 2011 inclus.


Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 11 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Durand et Rue Anatole France

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6178 du 21 septembre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

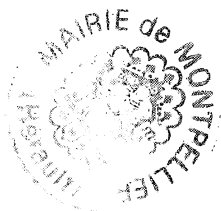
À compter du 01 novembre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6178 du 21 septembre 2011 sont prorogées jusqu'au 15 novembre 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 7 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 11 OCT. 2011



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0834

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 10 OCT. 2011
dossier déposé par : ST ANTOINE/M.BEKKER Antoine

demeurant à : 25 rue Saint Etienne

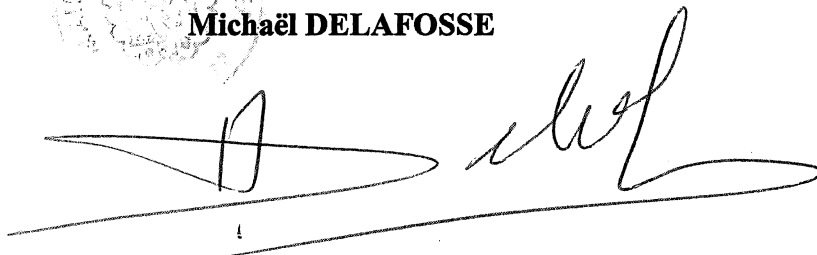

34070 MONTPELLIER

pour : REFECTION TOITURE
15 rue Saint Antoine

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 17 OCT. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 12 OCT. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0865

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 10 OCT. 2011

dossier déposé par : SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES/M. JAY Christophe

demeurant à : 1 PLACE DE LA CANOURGUE

34000 MONTPELLIER

pour : RENOVATION CAGE D'ESCALIER DE L'IMMEUBLE
4 place de la Chapelle Neuve

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

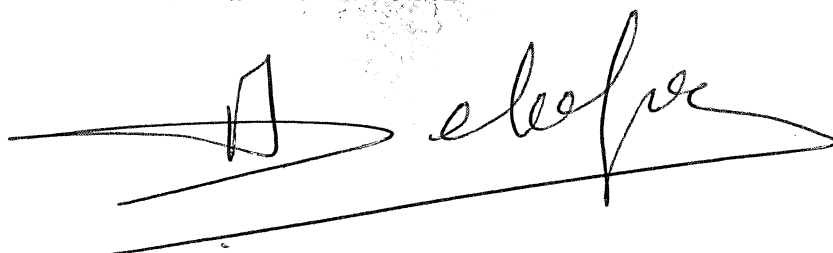
20 DEC. 2011

Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0939

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 11 0 OCT. 2011 11 0 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur TERRISSE GUY

demeurant à : 114 PLACE DE LA ROSETTE

34090 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADE
114 place Rosette

A ETE AFFICHE DU : 11 7 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0290

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 10 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur GRANIER Marc

demeurant à : 983 RUE DE FONTCOUVERTE

34070 MONTPELLIER

pour : CREATION D'UN NOUVEAU GARAGE et transformation du garage en entrée

983 rue de Font Couverte

A ETE AFFICHE DU :

17 OCT. 2011

AU :

19 DEC. 2011

sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

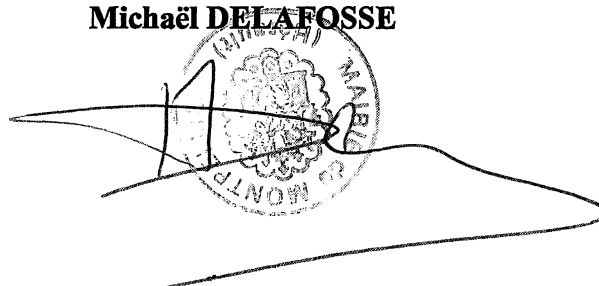
Montpellier, le

20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0850

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 10 OCT. 2011

dossier déposé par : SOCIETE TRANSAC/ M. PASCAL

demeurant à : 1 RUE ANATOLE FRANCE

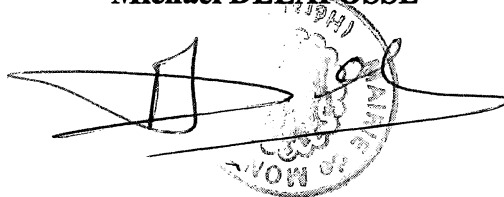
34000 MONTPELLIER

pour : REFECTION D'UN PAN DE TOITURE
20 rue du Plan de l'Olivier

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0898

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 10 OCT. 2011
dossier déposé par :SARL TECHNOBAT/GEOSUN/Mme PRUNIER Alexendra

demeurant à : 8 BIS CHEMIN DU COURTET

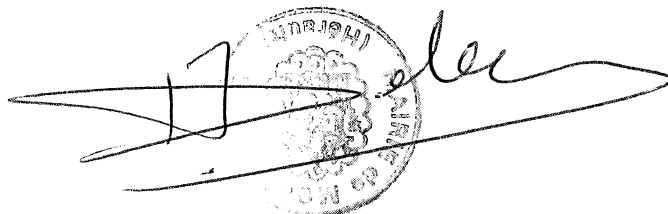
34110 VIC LA GARDIOLE

pour : POSE DE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES
48 rue Arnault Peyre

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0894

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 10 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame GOSSELIN Jacqueline

demeurant à : 85 RUE ARMAND LUNEL

34070 MONTPELLIER

pour : INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE
85 rue Armand Lunel

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0782

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **10 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur BERTHUIT Raphael

demeurant à : 249 AVENUE DES FRERES BUHLER

34080 MONTPELLIER

pour : INSTALLATION D'UNE PISCINE
249 avenue des Freres Buhler

A ETE AFFICHE DU : **17 OCT. 2011** AU : **19 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **20 DEC. 2011**
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PA 34172 11 0005

concernant une décision sur Permis d'Aménager

en date du 10 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur SCALA Lucien

demeurant à : 4 IMPASSE TYRGI

34970 LATTES

pour : REALISATION D'UNE STATION DE LAVAGE
AUTOMOBILE

851 avenue du Mas Argelliers

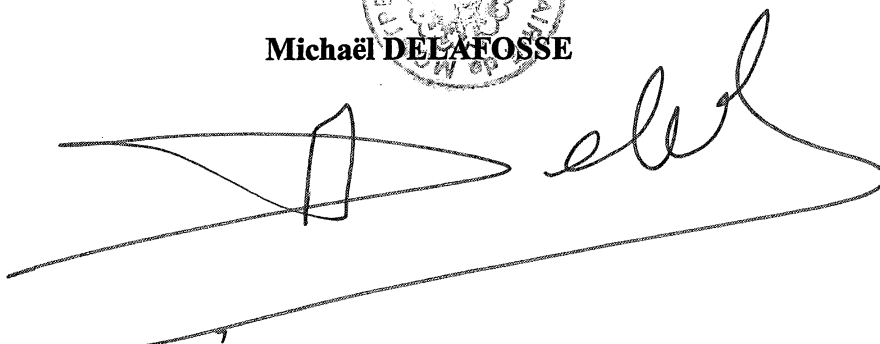
A ETE AFFICHE DU : 19 7 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0132

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 10 OCT. 2011

dossier déposé par : MAIRIE DE MONTPELLIER - DREJS

demeurant à : DREJS MAIRIE
1 place Francis Ponge

34064 MONTPELLIER cedex 2

pour : RECONSTRUCTION DE L'ECOLE PRIMAIRE BEETHOVEN
381 chemin de poutingon

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6343

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Syracuse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'installation d'une colonne publicitaire à la demande de J.C. Decaux ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 octobre 2011**, la circulation est interdite Rue de Syracuse côté pair
Ces dispositions sont applicables **de 5h00 à 12h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la contre-allée de l'avenue Marie de Montpellier côté impair, emprunte :

- la Rue de Messine
- la Rue de Chio

et se termine sur la Rue de Syracuse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise J.C. Decaux.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

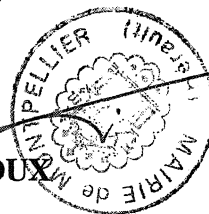
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6344

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Trinquat

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur remise à niveau de tampons sur chaussée à la demande de l'entreprise EIFFAGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, l'Avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la Rue Emile Gaboriau et le Chemin de Moularès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE

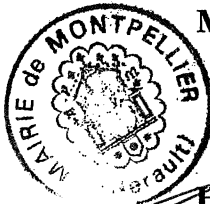
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 11 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Le Titien

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement électrique à la demande de la SERM. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la Rue Le Titien dans sa partie comprise entre la Rue Verrochio et la Rue Samuel Morse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

Article 4 :

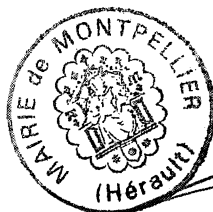
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6354

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Raymond Dugrand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **19 octobre 2011** inclus de 22h00 à 5h00, la circulation est interdite Avenue Raymond Dugrand dans sa partie comprise entre la Place Pablo Picasso et le rond point de l'agau, dans les deux sens.

Article 2 :

Une déviation pour le sens sortant est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Ernest Granier, emprunte :

- l'Avenue du Mondial 98
- la Route de Vauguières
- D132 en direction de Lattes

et se termine sur l'Avenue Raymond Dugrand.

Une déviation pour le sens entrant est mise en place. Cette déviation débute au rond point du Solis, emprunte:

- le RD 66
- le rond point Evariste Gallois
- l'avenue du Mondial 98

et se termine sur le rond point Ernest Granier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Vauguières

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réseau téléphonique à la demande de France télécom. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, sur la Route de Vauguières dans sa partie comprise entre la Rue de la Cavallade et la Rue Le Titien est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France télécom.

Article 4 :

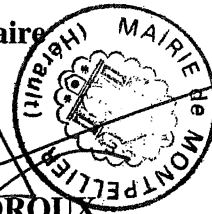
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 11 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6356

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Pas du Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau à la demande de GRDF. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, la Rue du Pas du Loup entre le n° 147 et le n° 185 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

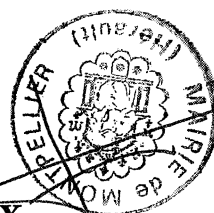
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 11 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Bastion Ventadour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de levage de matériel à la demande de l'hôtel MERCURE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 novembre 2011 de 7h à 17h**, la circulation est interdite Rue du Bastion Ventadour

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place d'Olympie, emprunte :

- la Rue des Pertuisanes

et se termine sur le Boulevard d'Antigone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'hôtel MERCURE.

Article 5 :

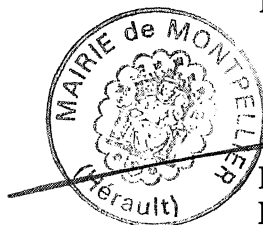
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Rondelet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de l'aménagement du marché d'automne à la demande du Comité de Quartier Clérondegambe ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 octobre 2011** et jusqu'au **29 octobre 2011** inclus, le stationnement est interdit sur les deux parkings au droit des arrêts bus entre le 4bis et le 6 de la rue Rondelet.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

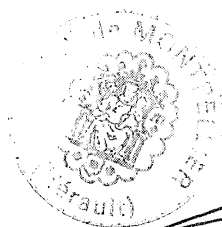
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6359

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Jean Mermoz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **11 novembre 2011** inclus, l'Avenue Jean Mermoz dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin de Sémalen et Carrefour Rimbaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

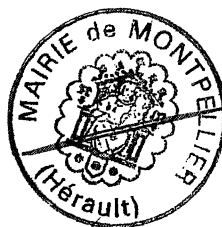
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Adam de Craponne

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation d'une fuite sur le réseau d'eau potable à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

Le **13 octobre 2011**, la circulation est interdite Rue Adam de Craponne dans sa partie comprise entre la Rue de la Raffinerie et la Rue Bornier ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 6h00.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par le Cours Gambetta, la Rue Chaptal, la Rue Etienne Cardaire et le Boulevard Renouvier.

Article 3 :

Le **13 octobre 2011**, Rue Adam de Craponne au n° 1, le stationnement est interdit.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 6 :

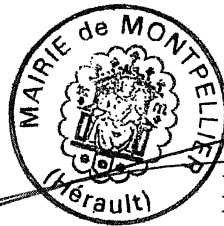
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6362

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Lazare

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Marché de l'Octave des Morts.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 octobre 2011** et jusqu'au **03 novembre 2011** inclus, l'Avenue de Saint Lazare partie comprise entre l'avenue de la Reine Hélène d'Italie et le rond-point du Souvenir Français est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite à tous les véhicules et à sauf aux riverains, aux autobus et aux livraisons des commerces situés dans cette portion de voie ;
- L'arrêt et le stationnement sont interdits.
- Ces dispositions sont applicables **de 7 h 30 à 18 h 00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **25 octobre 2011** et jusqu'au **03 novembre 2011** inclus, Avenue de Saint Lazare sur les emplacements habituellement situés à proximité de l'entrée du cimetière, le stationnement de tous véhicules et de y compris les taxis est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 7 h 30 à 18 h 00.**

Article 3 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

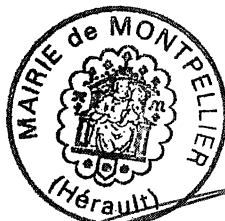
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue du Jeu de Mail des Abbés

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Pauline Détective" à la demande de la production "Haut et Court Production" ;

Arrête :

Article 1er :

Le **04 novembre 2011**, Rue du Jeu de Mail des Abbés dans sa partie comprise entre l'Avenue de Saint Lazare et la Rue Beau Séjour, la circulation est interdite sur la piste cyclable.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "Haut et Court Production".

Article 4 :

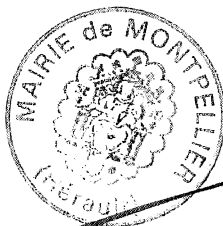
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6356

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Pas du Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau à la demande de GRDF. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, la Rue du Pas du Loup entre le n° 147 et le n° 185 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

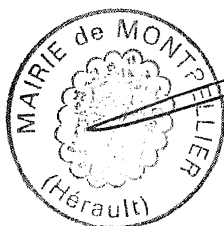
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 25 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Tour Sainte Eulalie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6263 du **30 septembre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation du Service Assainissement CAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 octobre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6263 du **30 septembre 2011** sont prorogées jusqu'au **21 octobre 2011** inclus.

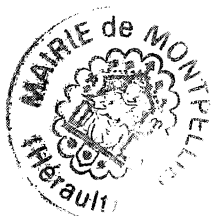
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 octobre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Philippe THINES



Publié le : 17 OCT. 2011

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T6364

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de Lodève**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6230 du **29 septembre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 octobre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6230 du **29 septembre 2011** sont prorogées jusqu'au **28 octobre 2011** inclus.

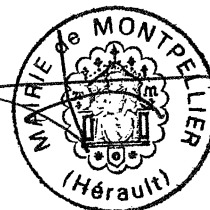
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 octobre 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le :

13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Louis Ravaz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande du Service Espaces Verts ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz dans sa partie comprise entre la Rue Sainte Geneviève et la Rue de Casseyrols est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Salaison

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de l'audit sur les dispositifs de retenu routier à la demande de Eurovia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **22 octobre 2011** inclus, la Rue de Salaison dans les deux sens est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Eurovia.

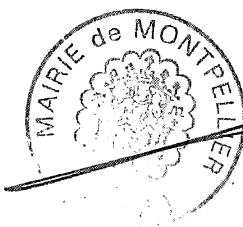
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 11 octobre 2011
Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue d'Alco

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue d'Alco depuis la Rue Serge Lifar vers et jusqu'à l'Avenue des Moulins

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue d'Alco, emprunte :

- la Rue Paul Rimbaud
- la Rue de l'Oasis
- l'Avenue des Moulins

et se termine sur la Rue d'Alco.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

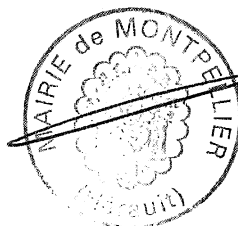
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Bernard de Trévières

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de grutage à la demande de la société Graniou ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 octobre 2011**, la Rue Bernard de Trévières est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit ;
- ces dispositions sont applicables **de 7h à 13h**.

Article 2 :

La déviation des véhicules empruntant cette voie se fera par la Rue Toiras, la Rue de la Raffinerie, la Rue Adam de Craponne, le Boulevard Renouvier et la Rue Desmazes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Graniou.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Chasseurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de aménagement de voirie, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **30 décembre 2011** inclus, la Rue des Chasseurs entre le n° 27 et le n° 40 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.

Article 4 :

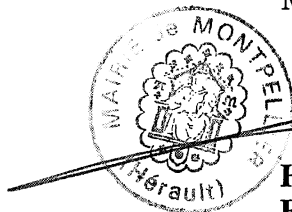
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de voirie, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite, sauf les bus et les riverains, Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie dans sa partie comprise entre l'Avenue Lepic et l'Avenue de la Croix du Capitaine ;

. Le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie, emprunte :

- la Rue des Chasseurs
- l'Avenue de la Croix du Capitaine

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CREGUT.

Article 5 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 Octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Carrefour rues d'Alco, Marius Carrieu et avenue Paul Bringuier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **19 octobre 2011** inclus, le carrefour avec les rues d'Alco, Marius Carrieu et l'avenue Paul Bringuier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

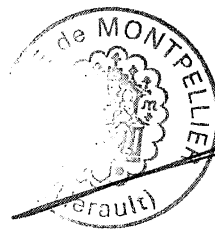
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Clémentville et Rue des Sureaux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux d'abattage d'arbres à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue des Sureaux ;
- la Rue de Clémentville dans sa partie comprise entre la Rue des Troènes et l'Avenue de Lodève.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue des Sureaux ;
- la Rue de Clémentville dans sa partie comprise entre la Rue des Troènes et l'Avenue de Lodève.

Article 3 :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite aux piétons sur :

- la Rue des Sureau dans l'emprise du chantier ;
- la Rue de Clémentville dans sa partie comprise entre la Rue des Troènes et l'Avenue de Lodève dans l'emprise du chantier.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

Article 6 :

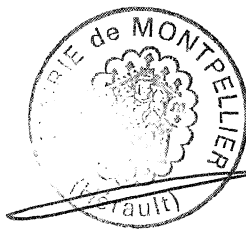
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Las Sorbes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la Rue de Las Sorbes dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Gaillarde et l'Avenue d'Assas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, Rue de Las Sorbes dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Gaillarde et l'Avenue d'Assas dans l'emprise du chantier, la circulation est interdite aux piétons.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

Article 5 :

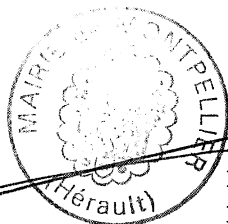
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6363

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pic Saint Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, l'Avenue du Pic Saint Loup dans sa partie comprise entre la Rue des Brusses et Carrefour Hubert Dubedout est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
Ces dispositions sont applicables **9h00 à 17h00.**
- Le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 17h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

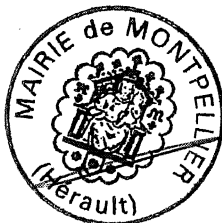
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 14 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du domaine paysager à la demande des Espaces Verts;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus,

- l'Avenue du Pirée,
- la Rue Léon Blum,
- le Boulevard d'Antigone,
- le Boulevard de l'Aéroport International,
- la Rue de Poséidon,
- l'Avenue Jacques Cartier,

sont soumises aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Une voie de circulation alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des Espaces Verts.

Article 4 :

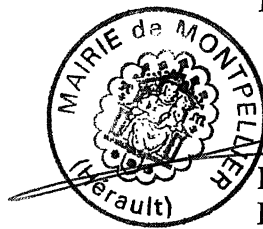
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 11 OCT 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6378

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Chaptal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la livraison d'un piano à l'aide d'une grue à la demande de Mr Nagel ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 octobre 2011**, la Rue Chaptal dans sa partie comprise entre le Cours Gambetta et la Rue Toiras est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit au droit du n°4 ;
- ces dispositions sont applicables **de 20h30 à 23h30.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par le Cours Gambetta, la Place Saint Denis, la Rue Rondelet, la Rue de Bercy , l'Avenue Georges Clémenceau et la Rue Dom Vaissette.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Revel 34.

Article 5 :

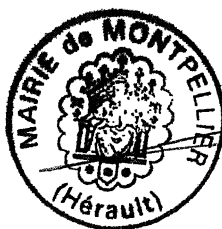
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 12 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 14 OCT. 2011

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0899

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 13 OCT. 2011
dossier déposé par : Mme SINA épouse MARYSE Noé

demeurant à : 37 BOULEVARD RABELAIS
34000 MONTPELLIER

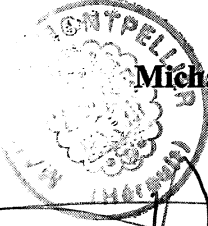
pour : RAVALEMENT DE FACADE
37 boulevard Rabelais

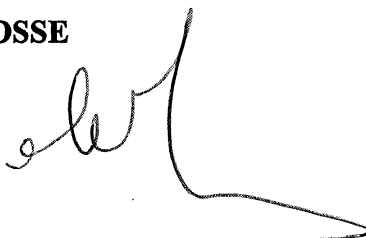
A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique


Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0903

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 3 OCT. 2011

dossier déposé par : 5-7 RUE RONDELET/M.CORDIER Rémy

demeurant à : 202 AVENUE DES MOULINS
CS61002

34086 MONTPELLIER CEDEX 4

pour : RAVALEMENT DES FACADES
7 rue Rondelet

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0299

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 13 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur PISCIOTTA Saint

demeurant à : 3170 route de Laverune

34070 MONTPELLIER

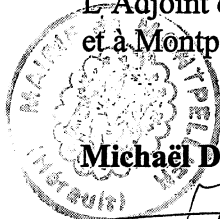
pour : REFECTION TOTALE DE LA TOITURE
D'UNE PARTIE DU CORPS BATI
3170 route de Laverune

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6394

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Justice de Castelnau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de sécurité du patrimoine arboré à la demande du Service Espace Vert.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau dans sa partie comprise entre la Place de la Brigade Légère du Languedoc et la Rue du Pioch de Boutonnet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

Article 4 :

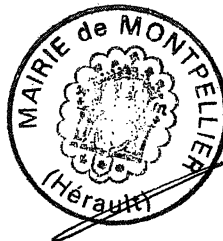
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 18 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Paul Brousse et Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de l'entrée de l'aire piétonne " SAUNERIE" à la demande de RETP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **30 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Marceau dans sa partie comprise entre la Rue Paul Brousse et le Cours Gambetta

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de police et les riverains.

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **30 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Paul Brousse de la rue Castilhon à la rue Marceau.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de police et les riverains.

Article 3 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

Rue Marceau, Rue Paul Brousse, Rue du Faubourg du Courreau et se termine Cours Gambetta.
Rue Paul Brousse, Rue Castilhon, Rue du Cheval Vert et se termine Place Saint Denis.

Article 4 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **30 novembre 2011** inclus, Rue Marceau dans sa partie comprise entre le Boulevard du Jeu de Paume et la Rue Général René, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 7 :

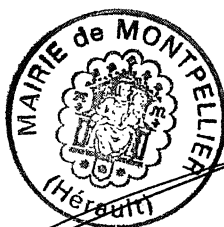
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 18 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6400

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Maréchal Leclerc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Maréchal Leclerc dans sa partie comprise entre la Rue de la Manade et Rond-point des Prés d'Arènes
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Deux déviations sont mises en place.

1- **Dans le sens entrant dans Montpellier:**

La première déviation débute sur Rond-point des Prés d'Arènes, emprunte :

- la Rue de l'Abrivado
- la Rue des Anoubles
- l'Avenue du Maréchal Leclerc
- la Rue des Razeteurs
- la Rue de Centrayrargues

et se termine sur l'Avenue de Palavas.

2- Dans le sens sortant de Montpellier:

La première déviation débute sur Avenue de Palavas, emprunte :

- la Rue de la Manade
- l'Avenue du Maréchal Leclerc
- la Rue des Anoubles
- la Rue de l'Abrivado
- la Rue de l'Industrie

et se termine sur le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

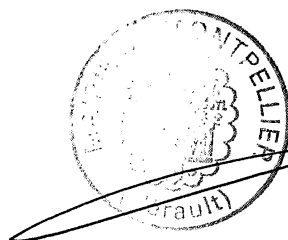
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Saint Hilaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, la Rue de Saint Hilaire dans sa partie comprise entre l'Avenue de Palavas et la Rue de la Métairie de Sayssat est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

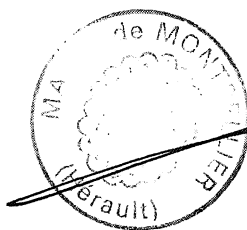
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6402

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue des Prés d'Arènes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue des Prés d'Arènes dans sa partie comprise entre la Rue de l'Industrie et Carrefour des Alizés
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point des Prés d'Arènes, emprunte :

- la Rue des Catalpas
- la Rue Jean Vachet
- la Rue du Grau
- l'Avenue du Maréchal Leclerc

et se termine sur l'Avenue Albert Dubout.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

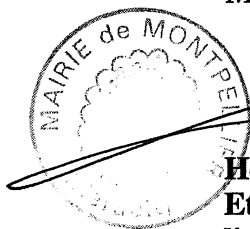
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Carrefour des Alizés

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Carrefour des Alizés.
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place.

Dans le sens en pronance du giratoire des Prés d'Arènes :

Cette déviation débute sur l'Avenue des Prés d'Arènes, emprunte la contre allée, le Boulevard de la Perruque

et se termine sur l'Avenue de la Liberté.

Le retournement pour retourner en direction du Boulevard Jacques Fabre de Morlhon s'effectue via le Carrefour du 8 Mai 1945,
puis par l'Avenue de la Liberté.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

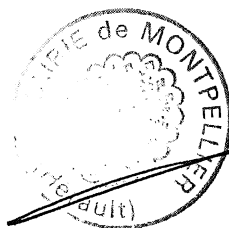
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue des Moulins

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 décembre 2011** et jusqu'au **09 décembre 2011** inclus, l'Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre la Rue des Avelaniers et la Rue de l'Oasis est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF

Article 4 :

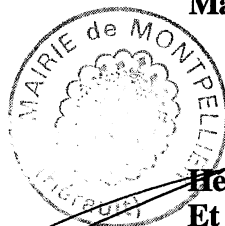
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Helène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de football MHSC- FC LORIENT, au STADE DE LA MOSSON (coupe de la ligue) ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 15 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Mercredi 26 octobre 2011 MHSC - FC LORIENT

Le coup d'envoi du match sera donné à 18 h 45

Article 2 :

Le **26 octobre 2011**, l'Avenue de Heidelberg partie limitée par l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **3 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 7 heures**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus et aux services de secours.

Article 3 :

Le **26 octobre 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue des Planètes et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **26 octobre 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Barcelone et l'avenue de Louisville, sur le parking situé du côté du marché, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **26 octobre 2011**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **26 octobre 2011**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue du Professeur Blayac, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.**

Article 7 :

Le **26 octobre 2011**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-point d'Alco, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 8 :

Le **26 octobre 2011**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 9 :

Le **26 octobre 2011**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 10 :

Le **26 octobre 2011**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.**

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début du match.

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 14 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 15 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 17 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extention de réseau, à la demande de ERDF;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 octobre 2011** et jusqu'au **11 novembre 2011** inclus, l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre Rond-point du Rieucoulon et la Place Flandres-Dunkerque est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **RRTP**.

Article 4 :

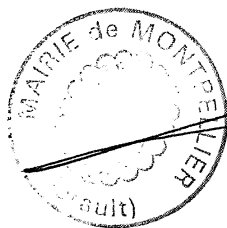
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard BERTHELOT

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipale n°30/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau, à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard Berthelot dans sa partie comprise entre l'Avenue de Villeneuve-Angoulême et l'Avenue de Maurin
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, emprunte :

- la Rue Saint Cléophas
- l'Avenue de Maurin
- la Rue Joseph Cugnot
- l'Avenue de Maurin

et se termine sur le Boulevard Berthelot.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **SERPOLLET.COM**.

Article 5 :

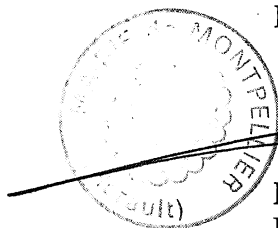
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6396

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Zone artistique temporaire
Arrêté temporaire
Circulation interdite
Stationnement interdit
Rue Elie Wiesel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la création de la zone artistique temporaire à la demande de la DPC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **14 novembre 2011** inclus, **Rue Elie Wiesel** dans sa partie comprise entre la Rue Aung San Suu Kyi et l'Avenue Raymond Dugrand, la circulation est interdite.

Le stationnement sur le **parking Est du bassin Jacques Coeur** est interdit.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur de la manifestation.

Article 4 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**



Publié le : 19 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6398

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Zone artistique temporaire Arrêté temporaire Circulation interdite Diverses voies

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la zone artistique temporaire à la demande de la DPC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 novembre 2011** et jusqu'au **13 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite **sauf aux riverains** dans les voies ci-après désignées :

- rue de Syracuse
- rue deChio
- rue de Messine
- rue de Famagouste
- rue de Raguse
- rue de Galata
- rue Aung San Suu Kyi de la rue Elie Wiesel à la rue Shirin Ebadi
- rue wangari Maathai
- avenue Théroigne de Méricourt.

La circulation est interdite à tous véhicules sur les voies ci-après désignées :

- contre allée à l'avenue Raymond Dugrand au droit du bassin Jacques Coeur
- rue Elie wiesel partie comprise entre la rue wangari Maathai et l'avenue Raymond Dugrand.

Le stationnement est interdit sur le parking de la rue de Galata.

Le stationnement est interdit des deux côtés dans la rue de Messine entre l'avenue Marie de Montpellier et la rue de Famagouste.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur de la manifestation.

Article 4 :

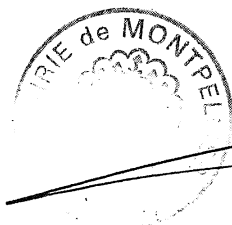
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Jacques Fabre de Morlhon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur dispositifs de retenue à la demande de EUROVIA. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite ou la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Albert Dubout

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur dispositifs de retenue à la demande de EUROVIA. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **21 octobre 2011** inclus, l'Avenue Albert Dubout est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6381

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Jacques Fabre de Morlhon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation sur glissières de sécurité à la demande de AGILIS. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **19 octobre 2011** inclus, le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AGILIS.

Article 4 :

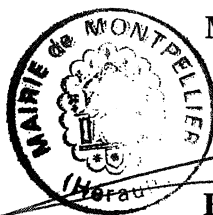
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6382

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Professeur Etienne Antonelli

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation sur glissières de sécurité à la demande de AGILIS. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 octobre 2011** et jusqu'au **19 octobre 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et l'Avenue Albert Dubout est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00**.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AGILIS.

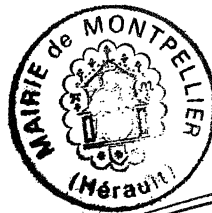
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Giratoire Avenue de Rome

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de végétalisation du rond point à la demande de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 novembre 2011** et jusqu'au **15 novembre 2011** inclus, le giratoire Avenue de Rome dans sa partie comprise entre la Rue Jean Cavaillès et l'Avenue de Rome est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DPB

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6386

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Bernard Encontre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide grenier, à la demande du comité de quartier LA CHAMBERTE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 octobre 2011**, Place Bernard Encontre, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 16h**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 13 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE YVES DU MANOIR

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby **MHR - CASTRES**, au STADE YVES MAMOIR ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 octobre 2011**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre la voie de liaison de la rue de Bugarel et la Rue du Pas du Loup et dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte ;
- la Rue Simon Reynaud ;
- la Rue Charles de Coulomb ;
- la Rue Giacomo Puccini ;
- l'Impasse Manon Lescaut ;
- l'Impasse Turandot ;
- l'Impasse du Beaupré ;
- la Rue des Ecuyers ;
- la Rue Louis Irissou ;
- la Rue Pierre Pansier ;
- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Simon Reynaud et la Rue de Bugarel.

Ces dispositions sont applicables **10h00 à 18h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Yves du Manoir
- aux riverains

Article 2 :

Le **22 octobre 2011**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre la voie de liaison de la rue de Bugarel et la Rue du Pas du Loup et dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte ;
- la Rue Simon Reynaud ;
- la Rue Charles de Coulomb ;
- la Rue Giacomo Puccini ;
- l'Impasse Manon Lescaut ;
- l'Impasse Turandot ;
- l'Impasse du Beaupré ;
- la Rue des Ecuyers ;
- la Rue Louis Irissou ;
- la Rue Pierre Pansier ;
- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Simon Reynaud et la Rue de Bugarel.

Ces dispositions sont applicables **10h00 à 18h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Yves du Manoir
- aux riverains

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le **22 octobre 2011**, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Gustave Flaubert ;
- la Place Charles Cros ;
- la Rue Alfred Jarry ;
- le Boulevard Paul Valéry ;
- l'Avenue de Vanières ;
- la Rue des Bougainvillées ;
- la Rue des Hibiscus ;
- la Rue du Lavandin dans sa partie comprise entre la Rue de l'Escoutadou et la Rue de Font Couverte.

Ces dispositions sont applicables **10h00 à 18h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le coup d'envoi du match sera donné à **14h15**.

Article 5 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 14 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Denis Papin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'abattage d'arbre à la demande de la DIPAN ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **16 novembre 2011** inclus, la Rue Denis Papin dans sa partie comprise entre la Rue de la Vieille Poste et la Rue Michel Chasles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
SERPE

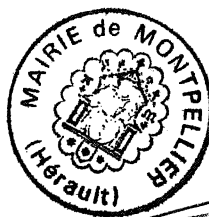
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 14 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Michel Chasles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'abattage d'arbre demande de la DIPAN ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **16 novembre 2011** inclus, la Rue Michel Chasles dans sa partie comprise entre la Rue Denis Papin et la Rue de la Vieille Poste est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

Article 4 :

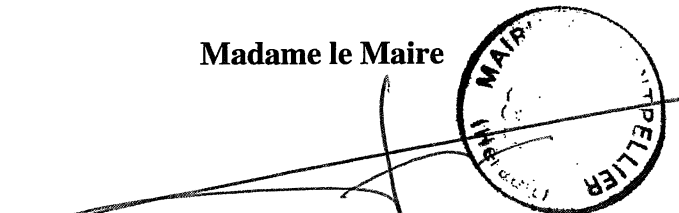
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 14 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Rondelet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la mise en place d'une station de Vélomagg à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 octobre 2011** et jusqu'au **31 mars 2012** inclus, Place Rondelet côté pair, face au n° 1, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 4 :

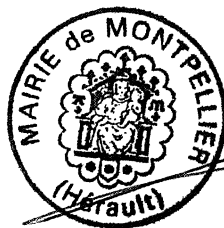
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 14 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

156 Avenue Jean Mermoz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mardi 11 octobre 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. GUY Bernard, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Extension de réseau.

Localisation : 156 Avenue Jean Mermoz.

Linéaire : 28 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recatement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

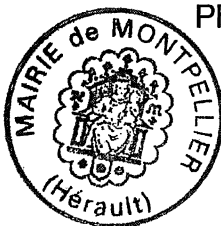
Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 13 octobre 2011


Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint Délégué,

Philippe THINES



Publié le :
Notifié le :

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0874

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur SOULIER Sébastien

demeurant à : 4 BIS RUE DES SOEURS NOIRES

34000 MONTPELLIER

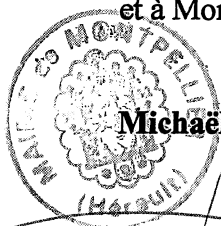
pour : CREATION D'UNE FENETRE DE TOIT
4 B Rue des Soeurs Noires

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

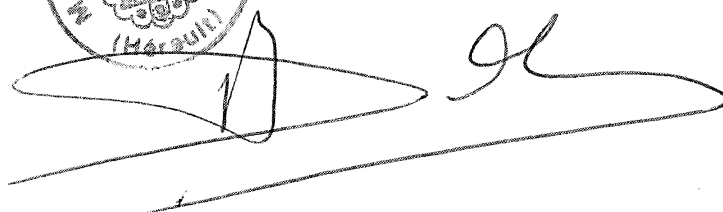
Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0856

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **14 OCT. 2011**
dossier déposé par : CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT/M.VEZINHET
André

demeurant à : 1000 RUE D'ALCO

34000 MONTPELLIER

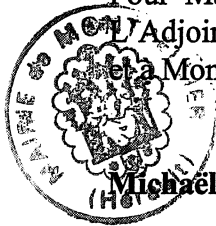
pour : ABATTAGE D'ARBRES
168 rue de la carrierasse

A ETE AFFICHE DU : **17 OCT. 2011** AU : **19 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

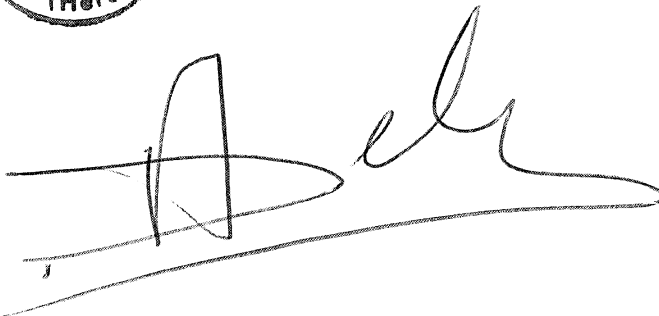
Montpellier, le **20 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0889

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur et Mademoiselle ARNAL Charlotte - COSTE David

demeurant à : 23 AVENUE SAINT LAZARE
RESIDENCE LE PARC DES ROSES - BAT A2

34000 MONTPELLIER

pour : REAMENAGEMENT DE 2 LOGEMENTS AVEC PETITE
EXTENSION / AGRANDISSEMENT D'UNE OUVERTURE / CREATION
D'UNE OUVERTURE / REMPLACEMENT D'UNE MENUISERIE
18 rue Delmas

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

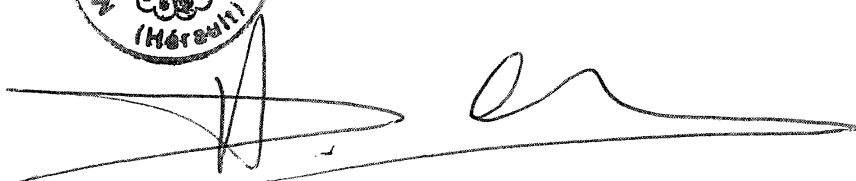
Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable

et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0266

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du **4 OCT. 2011**
dossier déposé par : MARCHO Nicolas / VADO Corinne

demeurant à : 153 rue louis roussel
bat f2

34070 montpellier

pour : CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE
108 rue Achille Zavatta

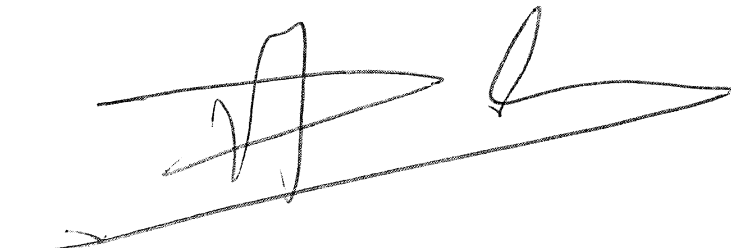
A ETE AFFICHE DU : **17 OCT. 2011** AU : **19 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **20 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0186

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du **14 OCT. 2011**
dossier déposé par : ASSOCIATION DIOCESAINE DE MTP/DEJOIGNY
Etienne

demeurant à : 31 ter Avenue Saint Lazare
CS 82137

34060 MONTPELLIER

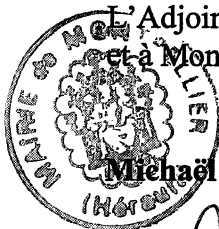
pour : RENOVATION ET EXTENSION DE L'AUMONERIE ET
RAVALEMENT DE FACADE
250 rue du Truel

A ETE AFFICHE DU : **17 OCT. 2011** AU : **19 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

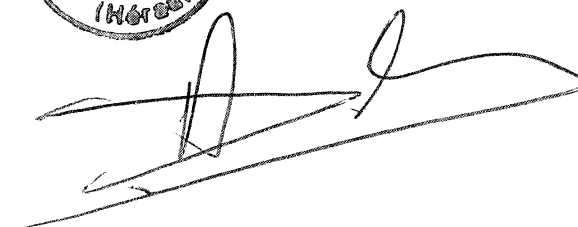
Montpellier, le **20 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0941

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 4 OCT. 2011

dossier déposé par : FDI HABITAT/M. BONNARIC Guilhem

demeurant à : 123 BIS AVENUE DE PALAVAS
CS10006

34078 MONTPELLIER CEDEX 03

pour : RAVALEMENT DES FACADES DE L'ENSEMBLE DES
BATIMENTS

251 rue Georges Brassens

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0900

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur ROESCH

demeurant à : 20 Rue de Lorraine

34070 MONTPELLIER

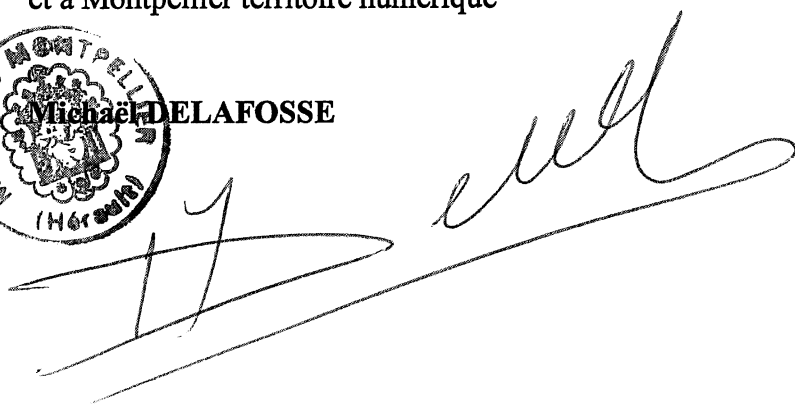
pour : REFECTION TOITURE
20 rue de Lorraine

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0873

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 4 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur VACHIN Bruno

demeurant à : 22 BOULEVARD RENOUVIER

34000 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADES/CHANGEMENT DE
MENUISERIES/CREATION DE BAIES/AMELIORATION DU BÂTI
22 boulevard Renouvier

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

Le Maire délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à la Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



**DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS**

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0245

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : MONNE DECROIX PROMOTION/M.BRINGER Xavier

demeurant à : 78 CHEMIN DES 7 DENIERS Bt 6
PARC CLUB 7 DENIERS BP 60401
BP 60401

31204 TOULOUSE CEDEX 02

pour : CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE
DE 20 LOGEMENTS
rue du pilory

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

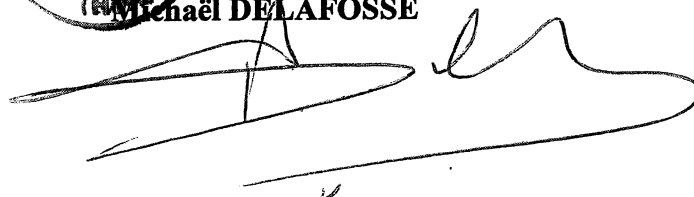
Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT

DIRECTION

URBANISME OPERATIONNEL

SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0812

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 4 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur ELOY René

demeurant à : 1313 RUE PIERRE CORNEILLE

34070 MONTPELLIER

pour : DIVISION PARCELLAIRE : CREATION DE DEUX LOTS
CONSTRUCTIBLES ET D'UN LOT EN INDIVISION
1313 rue Pierre Corneille

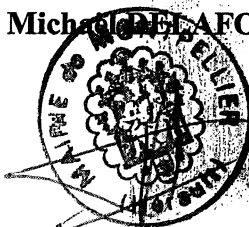
A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michel AFOSSÉ



MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



**DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS**

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0091 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 14 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur UNAL

demeurant à : 34 boulevard Ernest Renan

34000 MONTPELLIER

pour : RECTIFICATION DE LA SHON INSCRITE SUR L'ARRETE
INITIAL SOIT 178 AU LIEU DE 95
34 boulevard Ernest Renan

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0125 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : SCI MASCOROL / Mr ERARD Jean - Guy

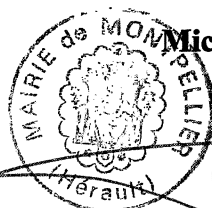
demeurant à : 1 rue des Coutibes

66240 ST ESTEVE

pour : SUPPRESSION DE LA TAXE RAP
1090 rue de la Castelle

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 10 V0048 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : SCI DU 3 RUE ROUDIL (favier dominique)

demeurant à : 16 rue Boyer

34000 MONTPELLIER

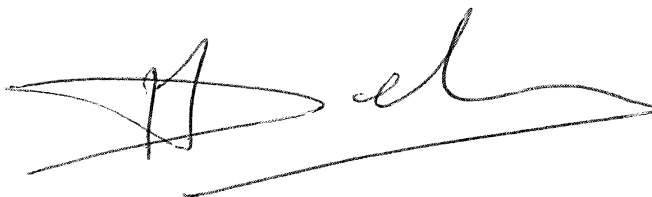
pour : MISE EN CONFORMITE D'UNE BAIE VITREE SUR LA
FACADE DE L'IMMEUBLE

3 rue Roudil

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



**DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS**

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 08 V0248 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur et Madame PELISSIER MONTAGNE

demeurant à : 605 RUE VALERY LARBAUD

34090 MONTPELLIER

pour : ANNULATION DE PERMIS
450 rue Valery Larbaud

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

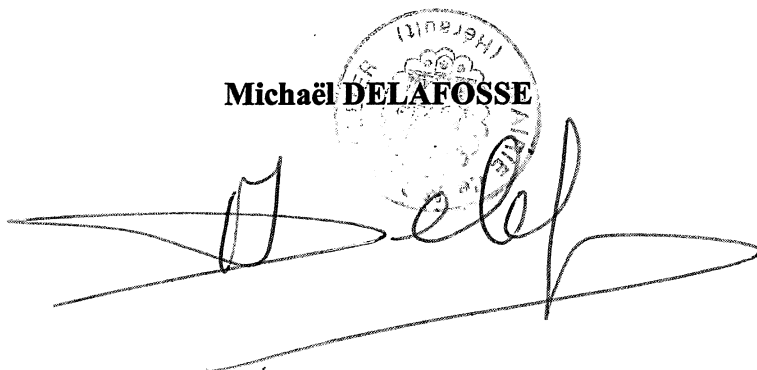
20 DEC. 2011

Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0252

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 14 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur et Madame OLMOS Bernard

demeurant à : 4 rue des Mouettes

34000 MONTPELLIER

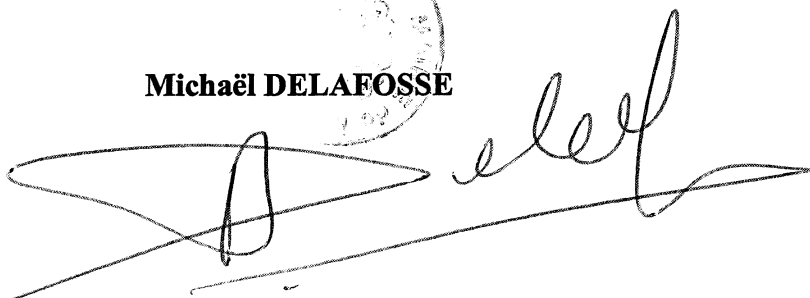
pour : CHANGEMENT DE DESTINATION D'UN ENTREPOT EN
LOGEMENT AVEC CREATION DE DEUX GARAGES - DEMOLITION DE
70,03 m²

1 rue des Flamants Roses

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0853

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame ATGER Chantal/ syndic

demeurant à : 37 RUE DE L'AIGUILLERIE

34000 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADE
REFECTION CAGE D'ESCALIER
28 rue de la Verrerie

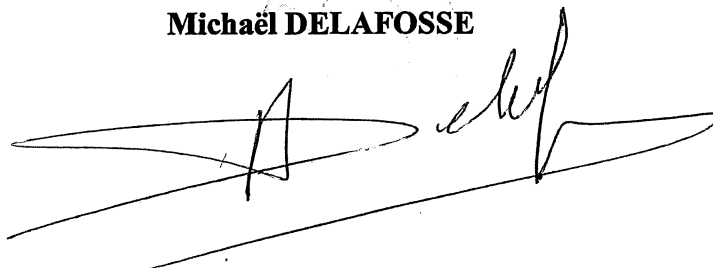
A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0910

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame GUILHEM Agathe

demeurant à : 330 rue du Chemin Salinier

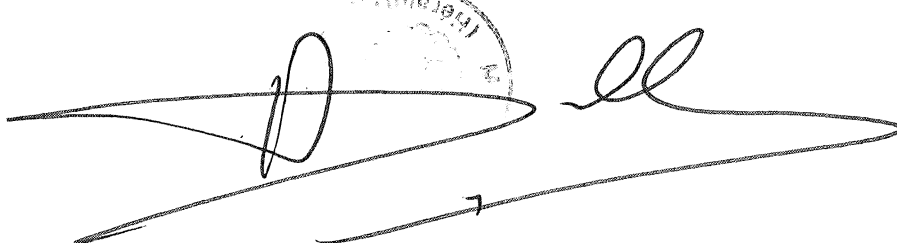
34070 MONTPELLIER

pour : REFECTION TOITURE/TRANSFORMATION DE SURFACE
SHOB EN SHON/MODIFICATION DE L'ASPECT EXTERIEUR
rue du Chemin Salinier

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0758

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 19 4 OCT. 2011
dossier déposé par : M. TRAVIER Jean-Pascal

demeurant à : 10 RUE DU PROFESSEUR LOMBARD

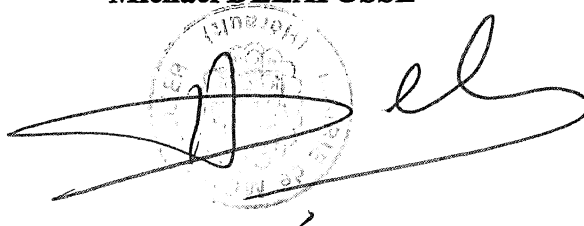
34000 MONTPELLIER

pour : MODIFICATION ET RAVALEMENT FACADES/CREATION
D'UNE PISCINE/REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE
10 rue du Professeur Lombard

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0880

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame VILLEY-MIGRAINE Marjolaine

demeurant à : 23 RUE TERRAL

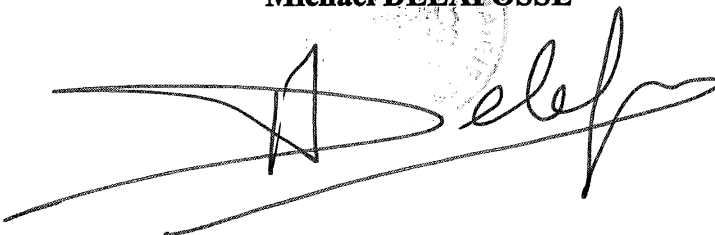
34000 MONTPELLIER

pour : POSE D'UN WC SANIBROYEUR
23 rue Terral

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0885

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **14 OCT. 2011**
dossier déposé par : VJAM/BELOIA MONTPELLIER/M. GARNIER Emilien

demeurant à : 8 BOULEVARD VICTOR HUGO

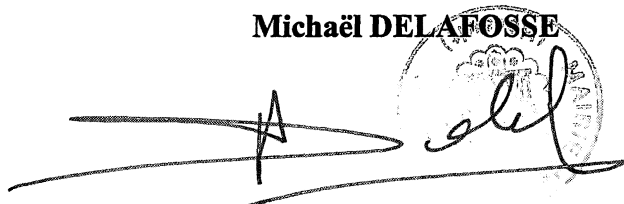
34000 MONTPELLIER

pour : AMENAGEMENT INTERIEUR D'UN MAGASIN
5 rue Andre Michel

A ETE AFFICHE DU : **17 OCT. 2011** AU : **19 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

20 DEC. 2011
Montpellier, le
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0926

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : ABC COUVERTURE/M.BERTULESSI Bastien

demeurant à : 48 AVENUE DU PROFESSEUR GRASSET

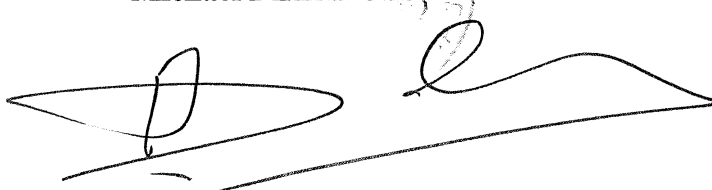
34090 MONTPELLIER

pour : REFECTION COUVERTURE
1573 rue du Pioch de Boutonnet

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0030

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par :SCI YALE - D'ACUNA Pascale / ROLANDI Ghislin

demeurant à : 4 RUE DU GENEVRIER

34920 LE CRES

pour : RAVALEMENT DE FACADE
71 rue de Suez

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme sur le panneau

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0862

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 19 OCT. 2011
dossier déposé par : AGGLOMERATION DE MONTPELLIER/M.MOURE Jean-Pierre

demeurant à : 50 PLACE DE ZEUS

34961 MONTPELLIER CEDEX 2

pour : DEBROUSSAILLAGE ET ABATTAGES
D'ARBRES/CONSTRUCTION D'UNE CLOTURE
80 allée J. Bonnier de la Mosson

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0644

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame HOARAU Nicole

demeurant à : 176 IMPASSE VINCENT SCOTTO

34000 MONTPELLIER

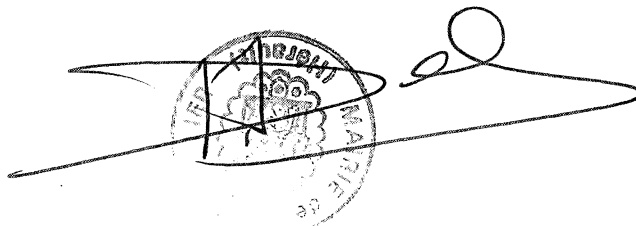
pour : RAVALEMENT DE FACADE / MENUISERIES
80 avenue du Pont Juvenal

A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 20 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0860

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 14 OCT. 2011

dossier déposé par : SIEL/Mme JOST Déborah

demeurant à : ZI LES BONNES

43410 LEMPDES/ALLAGNON

pour : CHANGEMENT D'ENSEIGNES/STORES
1 rue Baudin

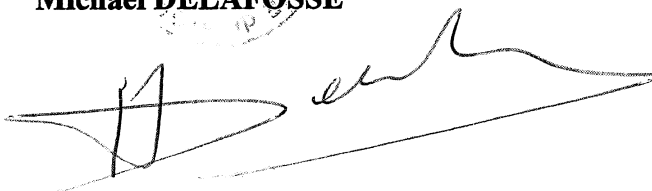
A ETE AFFICHE DU : 17 OCT. 2011 AU : 19 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6393

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Font Carrade

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de voirie à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **09 décembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de Font Carrade dans sa partie comprise entre la Rue Rémy Belleau et la Rue Ronsard. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette portion de voie se fera par la Rue Rémy Belleau, la Rue Jacques Prévert et la Rue Ronsard d'une part et par la Rue Ronsard, la Rue Jacques Prévert et la Rue Rémy Belleau d'autre part.

Article 3 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **09 décembre 2011** inclus, Rue de Font Carrade dans sa partie comprise entre la Rue Rémy Belleau et le n° 240, le stationnement est interdit.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Bec.

Article 6 :

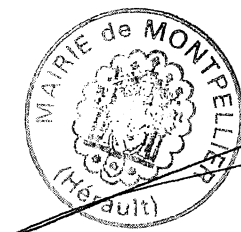
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 18 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Grand Saint Jean

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement à la demande de Madame Geneviève LANAUD PROISL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 octobre 2011**, Rue du Grand Saint Jean côté impair au n° 7 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

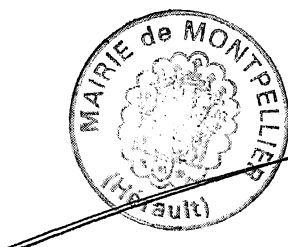
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 18 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Jean Mermoz et Rue du Moulin de Sémalen

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien du domaine paysager à la demande de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la Rue du Moulin de Sémalen est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, l'Avenue Jean Mermoz dans sa partie comprise entre le Boulevard de l'Aéroport International et Carrefour Mermoz est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DPB

Article 5 :

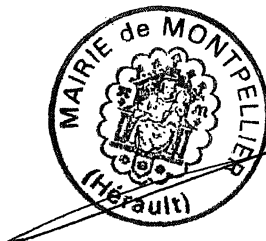
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 18 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6408

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Ernest Michel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, Rue Ernest Michel dans sa partie comprise entre la Rue Bonnié et le Passage Biquet, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

Article 4 :

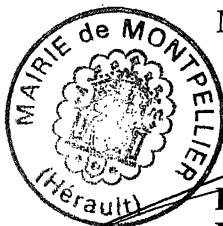
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 18 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6409

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Palissade

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de l'approvisionnement d'un chantier de rénovation d'un immeuble à la demande de Mme Robeson ;

Arrête :

Article 1er :

Le **20 octobre 2011**, la circulation est interdite Rue de la Palissade dans sa partie comprise entre la Place Roger Salengro et la Rue du Jardin Martel
Ces dispositions sont applicables **de 10h à 12h.**

Article 2 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette portion de voie se fera par la Rue Daru, le Cours Gambetta et la Rue de la Palissade.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011



**SONORISATION DE LA VOIE PUBLIQUE
à l'occasion de la manifestation**

**« Fignes 'n' roll Première », pour l'association "Fignes'n'
roll"**

le samedi 22 octobre 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2 ;

- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 et suivants et R. 1337-6 et suivants.

- VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur ;

- VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990 prévoyant des dérogations accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que les manifestations commerciales ;

- VU l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE, Adjointe Déléguée ;

- **CONSIDERANT** la demande formulée par l'association « Fignes 'n' roll » représentée par Monsieur Yann Decaix, à l'occasion de la manifestation « Fignes 'n' roll Première », de sonoriser l'espace public constitué par la rue du Père Fabre et la rue de Metz, le samedi 22 octobre 2011, de 9 heures à 22 heures 30.

Arrête :

Article 1er .- L'animation sonore sur la voie publique, organisée par l'association « Fignes 'n' roll », à l'occasion de la manifestation « Fignes 'n' roll Première », sera autorisée le samedi 22 octobre 2011, sur l'espace public constitué par la rue du Père Fabre et la rue de Metz, aux horaires suivants :

- de 9 heures à 17 heures, fond musical lors du vide grenier
- de 17 heures à 22 heures 30, concert acoustique lors du repas de quartier

Article 2.- Toutes les précautions seront prises pour que l'intensité de la sonorisation ne soit pas de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme conformément aux textes en vigueur. En particulier, en cas de diffusion de musique amplifiée, les moyens seront mis en œuvre pour que le niveau moyen de pression acoustique ne dépasse pas, à 1 mètre des enceintes, 90 dB(A) en niveau moyen par période de 10 minutes.

Article 3.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, le 14/10/2011

Pour Madame le MAIRE,
L'Adjointe Déléguée,

Régine SOUCHE

Notifié le

DELAIS ET VOIES DE RECOURS:

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Abert

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un double sens de circulation avec sens prioritaire est institué dans la rue Abert ; les véhicules circulant dans le sens de l'avenue de Castelnau vers la rue Lunaret sont prioritaires.

Article 2 :

À l'intersection de la Rue Lunaret et de la Rue Abert, les conducteurs circulant dans la Rue Abert sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

À l'intersection de l'Avenue de Castelnau et de la Rue Abert, les conducteurs circulant dans la Rue Abert sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Il est interdit de tourner à droite dans la Rue Lunaret pour tous les véhicules venant de la Rue Abert.

Article 5 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Abert côté impair.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 6 :

Le stationnement est interdit Rue Abert des deux côtés sur 30 mètres avant les intersections avec l'avenue de Castelnau et la rue Lunaret.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

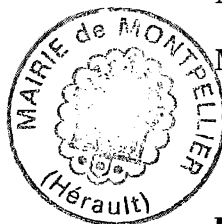
Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 octobre 2011



Madame le Maire

Helène MANDROUX

Publié le : 20 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue des Orchidées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P434 du **10 septembre 2010**, règlementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la rue des Orchidées ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation des véhicules de plus de 7,5 tonnes est interdite Rue des Orchidées.

Article 2 :

À l'intersection de la Rue des Orchidées et du Boulevard Berthelot, les conducteurs circulant dans la Rue des Orchidées sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Il est interdit de tourner à droite dans la Rue Meyrueis pour tous les véhicules venant de la Rue des Orchidées.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue des Orchidées côté impair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 5 :

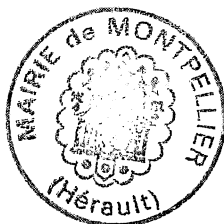
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P434 du **10 septembre 2010** susvisé est abrogé.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 14 octobre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 20 OCT. 2011

SONORISATION DE LA VOIE PUBLIQUE
pour la « Journée mondiale du refus de la misère », pour
l'association « ATD QUART MONDE » le lundi 17
octobre 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2 ;

- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 et suivants et R. 1337-6 et suivants.

- VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur ;

- VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990 prévoyant des dérogations accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que les manifestations commerciales ;

- VU l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE, Adjointe Déléguée ;

- **CONSIDERANT** la demande formulée par l'association « ATD QUART MONDE » représentée par Madame Marie-France COMBAZ, à l'occasion de la « journée mondiale du refus de la misère », de sonoriser l'espace public de la place de la Comédie le lundi 17 octobre 2011, de 10 heures à 18 heures ;

Arrête :

Article 1er - L'animation sonore sur la voie publique, organisée par l'association « ATD QUART MONDE », à l'occasion de la « journée mondiale du refus de la misère », sera autorisée le lundi 17 octobre 2011, de 10 heures à 18 heures, sur l'espace public la place de la Comédie.

Article 2.- Toutes les précautions seront prises pour que l'intensité de la sonorisation ne soit pas de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme conformément aux textes en vigueur. En particulier, en cas de diffusion de musique amplifiée, les moyens seront mis en œuvre pour que le niveau moyen de pression acoustique ne dépasse pas, à 1 mètre des enceintes, 93 dB(A) en niveau moyen par période de 10 minutes.

Article 3.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, le 14/10/2011

Pour Madame le MAIRE,
L'Adjointe Déléguée,

Régine SOUCHE

Notifié le

DELAIS ET VOIES DE RECOURS:

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2011/2970/NT/R

Promenade Royale du Peyrou - Horaires de fermeture exceptionnels -

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/2173 du 02 septembre 2011, donnant délégation à M. Serge Fleurence ;
- CONSIDERANT : qu'il convient d'assurer la tranquillité et la sécurité des riverains et préserver l'ordre public ;
- CONSIDERANT : qu'en prévision de trouble à l'ordre public, il convient de modifier exceptionnellement les horaires de fermeture de la Promenade Royale du Peyrou ;

Arrête :

Article 1^{er} :

La promenade du Peyrou est soumise à des horaires de fermeture exceptionnels comme suit :
Fermeture à compter du vendredi 14 octobre 2011 à 17h00 jusqu'au Samedi 15 octobre à 08h00.

Article 2 :

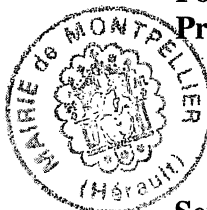
Le public est invité à respecter les horaires ci-dessus et à quitter spontanément les lieux avant la fermeture ;

Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 14 OCT. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le
Premier Adjoint



Serge FLEURENCE

Publié le : 14 OCT. 2011



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 01 V0105 M4 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 17 OCT. 2011

dossier déposé par : SCI ODYSSEUM 1 CHEZ SERM / M LE GRAVEREND
ANDRE

demeurant à : 17 OCT. 2011
ETOILE RICHTER
45 PL ERNEST GRANIER CS 29502

34960 MONTPELLIER cedex 2

pour : MODIFICATION DE L'EMPLACEMENT DE L'ASCENSEUR
DU BT B

RUE GEORGES MELIES MONTPELLIER

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

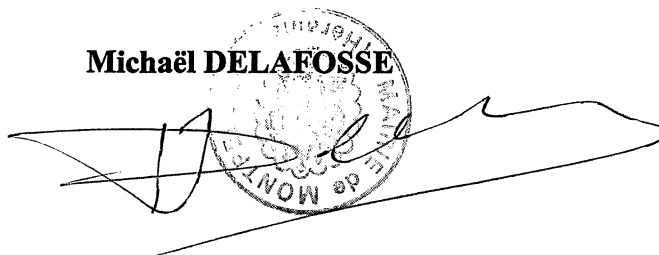
27 DEC. 2011

Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de



Montpellier

DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PA 34172 10 0004 M1 M

concernant une décision sur Permis d'Aménager

en date du 07 OCT 2011
dossier déposé par :Monsieur GARGALLO Jacques

demeurant à : 2 chemin des Amandiers
Route de FOS

13800 ISTRES

pour : MODIFICATION DE LA HAUTEUR DES FUTURES
CONSTRUCTIONS DU LOTISSEMENT

2184 avenue Albert Einstein - Mas de Julien

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0304

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 17 OCT. 2011
dossier déposé par : Madame LYONNET Céline

demeurant à : 37 RUE DU PROGRES

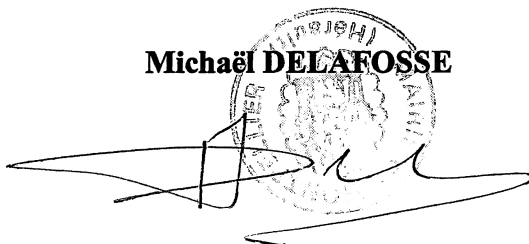
34000 MONTPELLIER

pour : CREATION D'UNE FENETRE/TRANSFORMATION D'UNE
PORTE D'ENTREE EN FENETRE/RENOVATION FENETRES ET FACADES
37 rue du Progres

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme.

Montpellier, le 27 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0209

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 17 OCT 2011
dossier déposé par : COGITIS/M.BERNADAC Richard

demeurant à : 153 AVENUE DU PROFESSEUR JEAN-LOUIS VIALA
34193 MONTPELLIER CEDEX 05

pour : CREATION D'UN BUREAU/AGRANDISSEMENT D'UNE
SALLE DE REUNION
avenue Pr Jean Louis Viala

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0160

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 11 7 OCT. 2011
dossier déposé par : SCI SCI B2B Mr Lionel BOUMAZA et Mr Abdellah BEDJAÏT

demeurant à : 103 ROUTE DE LATTES

34430 SAINT JEAN DE VEDAS

pour : CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE BUREAUX ET D'ATELIERS

zac parc 2000 extension - LOT D3

A ETE AFFICHE DU :

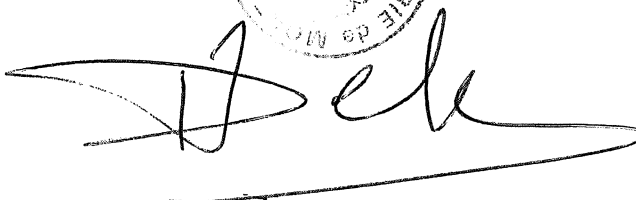
12 4 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 12 7 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0871

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **17 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur BRUGUIERES Alain

demeurant à : 16 BOULEVARD ANDRE MOUNIE

34000 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADES
230 rue des Paradisiens

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **27 DEC. 2011**

Ron. Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0178

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 17 OCT. 2011

dossier déposé par :SARL LA FABRIQUE/MME CASSESE Nadège

demeurant à : 171 CHEMIN DE LA FABRIQUE

34690 FABREGUES

pour : DEMOLITION DE LA REMISE/CREATION D'UN ACCES
4 VILLAS R+1


6 rue des Pourpiers

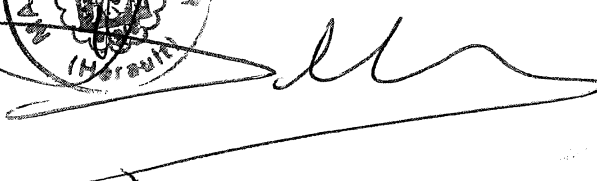
A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique


Michael DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0191

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du **7 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur EL AMRAOUI Mohamed

demeurant à : 588 RUE DU PONT DE LAVERUNE
34000 MONTPELLIER

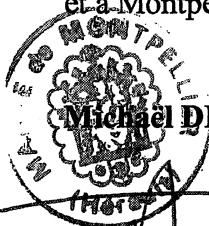
pour : CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE
588 rue du Pont de Laverune

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **27 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0296

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du **17 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur VALENTIN Pierre

demeurant à : 167 BOULEVARD FELIX FAURE
93300 AUBERVILLIERS

pour : AMENAGEMENT DE COMBLES
9 avenue du Pont Juvenal

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article R424-15 du Code de l'Urbanisme

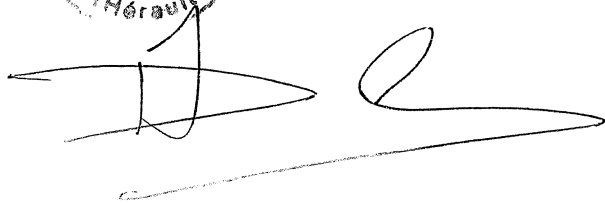
Montpellier, le

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° DP 34172 11 0724

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **17 OCT. 2011**
dossier déposé par : SCI FAMILIALE / 5 RUE DE LA LOGE/M.GUILLEMAUD
Lionel

demeurant à : HYPER PHARMACIE
AVENUE DU 8 MAI 45

13700 MARIGNANE

pour : CREATION DE 3 MEZZANINES
5 rue de la Loge

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **27 DEC. 2011**



Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0847

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **17 OCT. 2011**
dossier déposé par : CARREFOUR PROXIMITE FRANCE/M. MORATINOS
Bruno

demeurant à : 36 AVENUE DE LAUTAGNE
B.P. 23

26901 VALENCE CEDEX 9

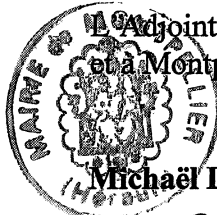
pour : POSE ENSEIGNES/CREATION RAMPE
42 rue de la Valfere

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

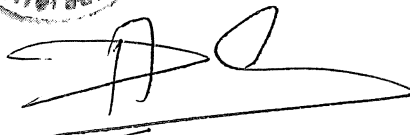
Montpellier, le **27 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 06 V0079 M2 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 7 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur VARTANIAN PAUL

demeurant à : 460 CHEMIN DE LA SERANNE

34980 MONTFERRIER SUR LE LEZ

pour : MODIFICATION FACADE
6 BD PASTEUR MONTPELLIER

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

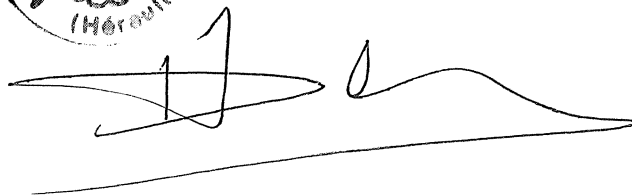
Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 08 V0268 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 17 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur TERNON Eric

demeurant à : 700 rue des Bouisses

34070 MONTPELLIER

pour : ELEVATION/REDUCTION D'UNE ENTREE/MUR DE
SOUTÈNEMENT
700 rue des Bouisses

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER

Ville de
Montpellier



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de
l'arrêté N° PC 34172 09 V0388 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 17/10/2011

dossier déposé par : SCCV LE JARDIN DES OLIVIERS (Mr Barda Gabriel)

demeurant à : 81 avenue Marceau

75116 PARIS

pour : MODIFICATION DE L'ACCES A LA RESIDENCE
232 avenue de Lodeve

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme



Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6413

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Deux Ponts

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en conformité de branchement particulier d'eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue des Deux Ponts côté pair dans sa partie comprise entre la Rue des Aiguerelles et la Rue Henri René au droit du numéro 2.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Deux Ponts, emprunte :

- la Rue Général Riu

et se termine sur la Rue Henri René.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le : 19 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6415

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Belfort

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de livraison de matériaux de construction à la demande de M. G. ALBRIZIO ;

Arrête :

Article 1er :

Le **21 octobre 2011**, la circulation est interdite Rue de Belfort
Ces dispositions sont applicables **de 14h à 16h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, de police et les riverains..

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Belfort, emprunte :

- l'Avenue Georges Clémenceau
- la Rue Saint Denis

et se termine sur la Rue Rondelet.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Georges Brassens

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation d'une conduite, à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la Rue Georges Brassens dans sa partie comprise entre la Rue Marcel Paul et l'Avenue de Villeneuve-Angoulême est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise **Sogetrel**.

Article 4 :

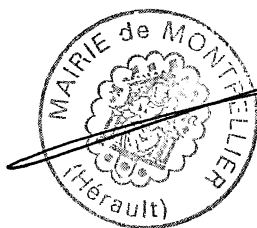
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6414

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Vanières

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de levés topographiques, à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, de **9h00 à 17h00**, l'Avenue de Vanières est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **TAM**.

Article 4 :

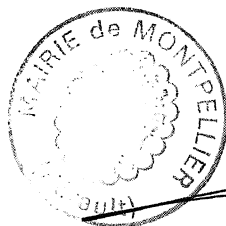
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6416

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de l'Agathois et Rue Sainte Barbe

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, Rue Sainte Barbe dans sa partie comprise entre la Rue de l'Agathois et l'Avenue Aglaé Adanson, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **26 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, Rue de l'Agathois dans sa partie comprise entre le Pont Vincent Badie et la Rue Sainte Barbe, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

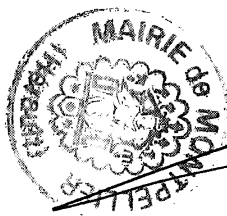
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 24 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Heidelberg et Place Robert Schuman

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **26 octobre 2011** inclus, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'Avenue de Louisville et la Place Robert Schuman, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **26 octobre 2011** inclus, Place Robert Schuman, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la

signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a small loop at the end and a vertical stroke intersecting it.

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 24 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 octobre 2011** et jusqu'au **27 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Peter Benenson
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Robert Schuman, emprunte :

- la Rue Yves Montand
- la Rue de Font Caude
- la Rue Mohammed V
- la Rue Favre de Saint Castor

et se termine sur la Route de Lodève.

Article 3 :

Carrefour Paul-Henri Spaak dans sa partie comprise entre la Rue Peter Benenson et la Rue Lejzer Zamenhof :

- Du 25 octobre 2011 au 24 novembre 2011 chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale. ;
- du 27 octobre 2011 au 04 novembre 2011 la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10. .

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 4 :

À compter du 27 octobre 2011 et jusqu'au 04 novembre 2011 inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Rue Lejzer Zamenhof, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 5 :

À compter du 07 novembre 2011 et jusqu'au 16 novembre 2011 inclus, Rue du Pilory dans sa partie comprise entre la Rue Lejzer Zamenhof et Rond-point de Guernica, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 6 :

À compter du 07 novembre 2011 et jusqu'au 16 novembre 2011 inclus, Avenue des Moulins dans sa partie comprise entre Rond-point de Guernica et la Rue d'Alco, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 7 :

À compter du 14 novembre 2011 et jusqu'au 18 novembre 2011 inclus, Rue d'Alco dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et l'Avenue Paul Bringuier, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 8 :

À compter du 16 novembre 2011 et jusqu'au 23 novembre 2011 inclus, la circulation est interdite Avenue Paul Bringuier bretelles de l'échangeur Bringuier/Lodève et Garrats/Lodève

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 9 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Paul Bringuier, emprunte :

- la Rue d'Alco
- et se termine sur l'Avenue de Lodève.

Article 10 :

À compter du **22 novembre 2011** et jusqu'au **24 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre l'Avenue Paul Bringuier et la Rue d'Alco

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 11 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Paul Bringuier, emprunte :

- la Rue d'Alco
- et se termine sur l'Avenue de Lodève.

Article 12 :

À compter du **22 novembre 2011** et jusqu'au **24 novembre 2011** inclus, Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre la Rue d'Alco et l'Avenue Masséna, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 14 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 15 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 16 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 24 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6420

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Wangari Maathai Rue Shirin Ebadi

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage d'un film à la demande de la D.C.P. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 23 octobre 2011 et jusqu'au 24 octobre 2011 inclus, Rue Wangari Maathai dans sa partie comprise aux abords du numéro 77 et la rue Shirin Ebadi entre le numéro 149 et le numéro 159, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables du 23 octobre 2011 à 15h00 au 24 octobre à 22h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production .

Article 4 :

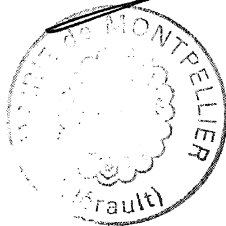
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6422

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Bugarel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement au réseau, à la demande de **ERDF** ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la Rue de Bugarel entre le n° 89 et le n° 205 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 4 :

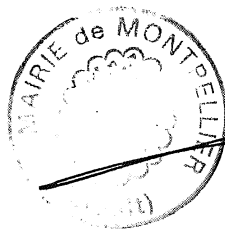
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 Octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 19 OCT. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Aglaé Adanson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6273 du **04 octobre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement à la demande de la voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **31 octobre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6273 du **04 octobre 2011** sont prorogées jusqu'au **03 novembre 2011** inclus.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Quai des Tanneurs et Quai du Verdanson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de plantations à la demande de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, le Quai des Tanneurs est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, le Quai du Verdanson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 6h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

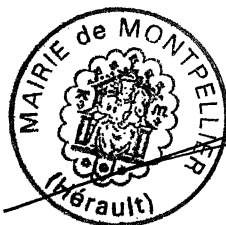
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DPB

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES**

Publié le : 24 OCT. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T6421

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Spirale

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement de la mairie à la demande de I TECH TRANSFERT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 octobre 2011 7h** et jusqu'au **29 octobre 2011 18h** inclus, ainsi que du **04 novembre 2011 7h** au **05 novembre 2011 22h** et du **10 novembre 2011 8h** au **11 novembre 22h**, Rue de la Spirale, le stationnement est interdit sur cinq places de stationnement face à l'hôtel MERCURE.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de I TECH TRASFERT.


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 octobre 2011
Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Philippe THINES

Publié le :

24 OCT. 2011



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0029 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 18 OCT. 2011

dossier déposé par : Madame GRIMAUX BOUVET CLAIRE

demeurant à : 8 IMPASSE FINO BRICKA

34000 MONTPELLIER

pour : MODIFICATIONS ASPECT FACADE : REMPLACEMENT DU
BARDAGE BOIS PAR UN ENDUIT / SUPPRESSION DE 2 VITRAGES
SITUES EN FACADE Nord Est / CREATION D'UNE FENETRE DE TOIT
rue des Vermeiliers

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0878

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 18 OCT. 2011
dossier déposé par : Monsieur et Madame VILAREM Jean-Francois et Marie-Catherine

demeurant à : 8 rue des Orchidees

34000 MONTPELLIER

pour : CHANGEMENT DES MENUISERIES/RAVALEMENT DES
FACADES

8 rue des Orchidees

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0872

concernant une décision sur Déclaration Préalable

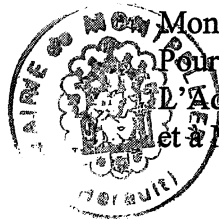
en date du 18 OCT. 2011
dossier déposé par : SARL ECUSSON IMMOBILIER/M.GOGUET-CHAPUIS
David

demeurant à : 3 RUE SAINT COME

34000 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADE
7 B rue Joachim Colbert

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme



Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0890

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 18 OCT. 2011
dossier déposé par : Madame PELISSIER Anne

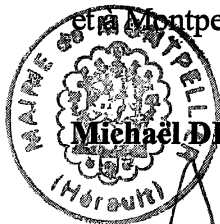
demeurant à : 605 RUE VALERY LARBAUD

34090 MONTPELLIER

pour : DIVISION PARCELLAIRE EN 2 LOTS A ET B
803 rue Valery Larbaud

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et au Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0791

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **18 OCT. 2011**
dossier déposé par : CREDIT MUTUEL/M. BORREL Denis

demeurant à : 494 AVENUE DU PRADO

13008 MARSEILLE

pour : REAMENAGEMENT INTERIEUR / CREATION D'UNE
OUVERTURE PRINCIPALE EN FACADE ET D'UNE SORTIE ACCESSOIRE
/
MISE EN PLACE D'ENSEIGNES
59 avenue De Toulouse

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **27 DEC. 2011**
Pour Madame le maire et par délégation
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0611

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **8 OCT. 2011**
dossier déposé par : SCI LE JAPI/ Mme MEMMI Linda

demeurant à : 11 RUE JULES LATREILHE

34000 MONTPELLIER

pour : RAVALEMENT DE FACADE/CHANGEMENT DES
MENUISERIES

42 rue du Faubourg Figuerolles

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le **27 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0003

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 18 OCT. 2011

dossier déposé par : LIDL/COIFFARD KARINE

demeurant à : ZAC DE LA PETITE CAMARGUE

34403 LUNEL


pour : MODIFICATION D'UNE SURFACE COMMERCIALE /
CREATION D'UNE BOULANGERIE
9 square Cezanne

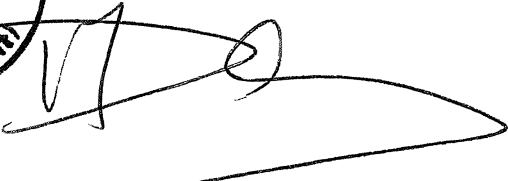
A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique


Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0864

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du **18 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur LABORDE

demeurant à : Chemin d'Agnac

34690 FABREGUES

pour : REGULARISATION/CHANGEMENT DE DESTINATION
D'UNE REMISE EN STUDIO / REMPLACEMENT DE LA MENUISERIE
EXISTANTE PAR UNE BAIE VITREE
12 Rue du Nord

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

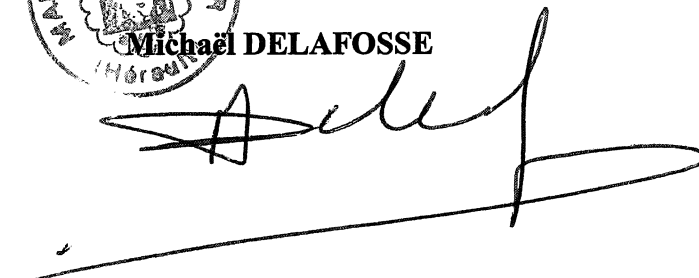
Montpellier, le **27 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
Et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT
DIRECTION
URBANISME OPERATIONNEL
SERVICE DROIT DES SOLS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0316

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du **18 OCT. 2011**
dossier déposé par : Monsieur BIGOT Rodolphe

demeurant à : 4 RUE MARIOGE

34000 MONTPELLIER

pour : DEMOLITION PARTIELLE DE LA
TOITURE/CONSTRUCTION D'UN EDICULE EN ZINC ET D'UNE TOITURE
TERRASSE VEGETALISEE

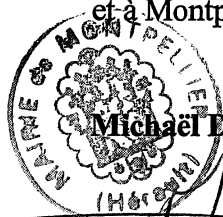
4 rue Marioge

A ETE AFFICHE DU : **24 OCT. 2011** AU : **26 DEC. 2011** sur le panneau
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article
R424-15 du Code de l'Urbanisme

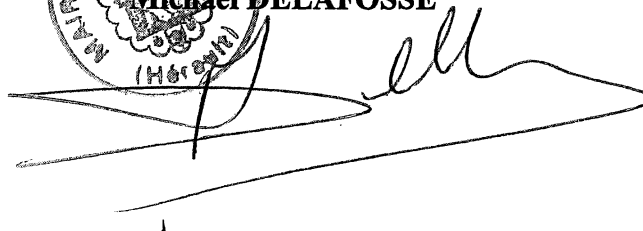
Montpellier, le **27 DEC. 2011**

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE





Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/061

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat, la confection et la livraison de goûters de Noël 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat, la confection et la livraison de sachets de goûters de Noël 2011 pour les écoles de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 12/07/2011, la société COCKTAIL N CO, 34270 CLARET a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société COCKTAIL N CO, pour un montant total de commandes compris entre 25 000 € HT et 40 000 € H.T, pour une durée de trois mois à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 18/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/10/2011
Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0459

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour la location, le blanchissage et l'entretien des vêtements professionnels de la cuisine centrale

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

Qu'il y a lieu de procéder à la location, le blanchissage et l'entretien des vêtements professionnels de la cuisine centrale de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M345), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 08/08/2011, la société ELIS 30971 NIMES CEDEX 9 a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société ELIS pour un montant total maximum de commandes de 50 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 01/01/2012. Le marché sera reconduit tacitement par période successive d'un an pour une durée maximale de 2 ans.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6156, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 18/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/10/2011
Notifiée le :